AS-6

TL 3452

CETRI
CENTRE TRICONTINENTAL
TRICONTINENTAL CENTRE
CENTRO TRICONTINENTAL

MOUVEMENTS DE LIBERATION ET LUTTES POPULAIRES EN ASIE DU SUD, DU SUD-EST ET DE L'EST

275 F.B.

CETRI - Avenue Sainte-Gertrude 5 - B - 1348 Ottignies - Louvain-la-Neuve, BELGIQUE - Tél. 010/41.83.65
C.C.P. (Giro), N° 000-0193554-39 - Compte bancaire : Crédit Communal de Belgique, N° 068-0602320-74

TABLE DES MATIERES

I. Introduction générale : l'Asie du Sud, du Sud-Est et de l'Est 1

II. Les pays

Afghanistan 31

Bangla-Desch 35

Bhutan 42

Birmanie 45

Corée du Sud 50

Inde 57

Indonésie 70

Irian Jaya 78

Malaysia 81

Népal 89

Pakistan 93

Philippines 100

Singapour 107

Sri Lanka 110

Taïwan 119

Thaïlande 125

Timor Oriental 135

III. Sigles des partis et mouvements 138

IV. Chronologie 143

V. Bibliographie 149

I. L'ASIE DU SUD, DU SUD-EST ET DE L'EST

Il est évidemment difficile de traiter de tous les pays d'Asie en un seul tenant. Aussi ferons-nous une première distinction entre les sociétés de capitalisme périphérique et les sociétés socialistes. Cela permettra de comprendre les structures de l'évolution des sociétés asiatiques et notamment leurs contradictions.

Ensuite, nous traiterons des stratégies économiques et politiques dépassant les fonctions mais qui ont des répercussions dans les pays de la région.

Il est évidemment impossible d'aborder tous les problèmes en une courte introduction. Nous avons seulement l'intention de remettre en perspective ce qui est commun ou similaire dans les divers pays ou de rendre compte de problèmes qui n'émergent pas de la dimension nationale.

I. Les deux zones économiques, sociales et politiques

1. Les sociétés capitalistes de dépendance.

La fin de la deuxième guerre mondiale fut l'occasion de l'accession à l'indépendance de tous les pays d'Asie qui ne l'étaient pas encore. Sauf dans les pays qui adoptèrent un modèle socialiste, généralement à la suite d'une lutte de libération populaire, les autres pays optèrent pour un modèle politique de démocratie parlementaire, fortement inspiré par les anciennes métropoles. Le Japon quant à lui, qui avait réalisé une industrialisation intense, tout en conservant un modèle politico-social de type féodal, effectua, sous l'influence américaine, une révolution bourgeoise, qui permit une expansion capitaliste interne et externe, tout en conservant dans l'organisation de la production et dans les comportements culturels, des formes caractéristiques de la société féodale.

On a assisté, moins de 20 ans après l'indépendance de ces pays, du Pakistan à la Corée à un éclatement formel ou de fait, de tous les régimes parlementaires, sauf précisément au Japon. Est-ce là simple accident ou cela relève-t-il de structures plus profondes qu'il faudrait pouvoir expliquer ?

Pour répondre à cette question, il faut tout d'abord opérer un bref retour dans un passé récent, au moins depuis l'indépendance afin de comprendre les orientations en cours.

A. UNE SOCIETE CONSTRUITE SUR DES STRUCTURES TRADITIONNELLES.

Les sociétés libérales instaurées après l'indépendance dans les pays non socialistes de l'Asie furent le résultat direct de la colonisation par les pays européens ou par les Etats-Unis (les Philippines). Au cours de leur politique coloniale, et cela dans des mesures quelque peu différentes, selon qu'il s'agissait de la colonisation britannique, française, néerlandaise ou américaine, les pays colonisateurs avaient formé une élite nouvelle, éduquée dans la langue de la métropole et à laquelle on avait transmis les valeurs culturelles prédominant en Occident. Le libéralisme, en correspondance avec le système économique capitaliste, fut ainsi transmis dans les sociétés asiatiques, par la voie des idéaux politiques et des appareils culturels. Parmi ceux-ci, le système d'éducation ne fut pas le moindre. C'est le gouverneur britannique de l'Inde, Macaulay, qui déclarait, au début du 19è siècle, que l'intérêt de la Grande-Bretagne consistait à former en Inde une classe de personnes de couleur de peau asiatique, mais de culture britannique. Ce groupe avait pour fonction d'être l'intermédiaire entre le pouvoir métropolitain et les masses à administrer. C'est également dans cette classe sociale nouvelle que l'on recrutait les collaborateurs économiques. Bref, les bases structurelles d'une nouvelle bourgeoisie étaient établies.

Il faut noter le rôle important joué par les Eglises chrétiennes dans ce domaine, étant donné les responsabilités qu'elles exercent dans l'éducation. Par exemple, à Ceylan, durant à peu près cent années, le quasi- monopole de l'éducation en langue anglaise appartenait aux Eglises chrétiennes, ce qui eut pour conséquence la constitution d'une élite occidentalisée où l'appartenance au Christianisme joua un rôle considérable (1). Sans doute, les politiques furent-elles assez diverses selon les pays. Ainsi, la France au Vietnam s'appuya-t-elle beaucoup plus sur l'ancienne féodalité que sur la constitution d'une nouvelle élite bourgeoise (2). Cela dépendit en grande partie des formes d'exploitation économique que les pouvoirs coloniaux exerçaient.

En même temps que se formait une élite nouvelle, les anciennes formes socio- conomiques et culturelles continuaient à exister. Que ce soient les sociétés de caste, comme en Inde et partiellement à Ceylan, ou les vieilles féodalités, comme au Vietnam, en Thaïlande ou en Indonésie, ou encore les formes de la colonisation de type mercantile jointes aux grandes plantations et aux latifonds d'origine espagnole, comme aux Philippines, un peu partout, une dualité de structure sociale s'établissait. D'une part, il y avait un secteur dominant, constitué par les appareils d'exploitation économique coloniaux et la nouvelle classe asiatique occidentalisée, et d'autre part, les anciens modes de production pré-capitalistes avec les relations sociales qui leur correspondaient.

Cependant, les sociétés traditionnelles étaient profondément affectées par cette coexistence ou plutôt par cette intégration de l'ancien dans le nouveau. Les classes sociales ou les castes élevées avaient plus de possibilités d'être le terreau de recrutement des classes occidentalisées nouvelles que les autres couches de la population (3). Sans doute, y eut-il aussi de nombreuses réactions dans les élites traditionnelles contre les nouveaux pouvoirs, mais assez rapidement, certains secteurs d'entre elles comprirent que pour garder leur position, il fallait entrer dans les modèles nouveaux. Ce fut généralement une minorité, à laquelle se joignirent des éléments d'une nouvelle classe moyenne, souvent formée par les Eglises en majorité protestantes, car ces dernières s'engagèrent de manière plus vigoureuse dans l'enseignement moyen et supérieur que l'Eglise catholique, notamment dans des pays tels que Sri Lanka, la Chine, la Corée (4), le Japon.

Mais l'idéologie libérale, jointe à la nécessité de libérer de la main-d'oeuvre pour les exploitations minières ou les grandes plantations, ébranla également un certain nombre de structures traditionnelles des pays asiatiques. En Inde, par exemple, le pouvoir britannique fit abolir l'esclavage, démantela les structures juridiques de la propriété féodale et favorisa, comme nous l'avons déjà dit, l'éducation en langue anglaise (5). Les deux premières mesures furent à l'origine d'une libération de main-d'oeuvre importante pour les entreprises ooloniales, mais elles provoquèrent aussi la naissance d'un groupe nouveau, qui ne fit que s'accroître jusqu'à l'époque actuelle, celui des paysans sans terre. La dernière mesure permit à l'idéologie libérale de pénétrer les élites nouvelles avec comme résultat non attendu, mais logique, le développement parmi elles du nationalisme anti-colonial (6). Des évolutions très semblables se firent jour en Indonésie, aux Philippines, dans les autres pays sous domination anglaise, mais également en Chine et en Corée, ce premier pays n'étant pas sous une colonisation directe, mais bien dans des relations de dépendance indirecte, et le deuxième, sous la domination japonaise.

---

(1) F. Houtart, Religion and Ideology in Sri Lanka, Hansa, Colombo, 1974, p. 266-270

(2) Nguyen Khac Vieu, Histoire du Vietnam, Ed. Sociales, Paris, 1970, p. 123-130; André Masson, Histoire du Vietnam, P.U.F., Paris, 1972, p. 91-93; Nguyen Van Phong, La Société vietnamienne de 1882 à 1902, P.U.F., 1971, p. 242-256.

(3) W.F. Wertheim, Indonesian society in transition : the changing status system in André Béteille, Social Inequality, Penguin Book, Londres 1969, p. 193-212; P. Worsley, Social class in emergent countries : bourgeoisie and petty bourgeoisie, ibidem, p. 213-238.

1) *La structure sociale après l'indépendance.*

Tout normalement, dans les pays qui ne passèrent pas par une guerre populaire de libération nationale, ces nouvelles élites occidentalisées héritèrent du pouvoir des anciens colonisateurs. Elles avaient été à l'avant-plan des mouvements nationalistes et la répression contre leurs activités avait été plus ou moins vigoureuse selon les régimes. Cependant, l'identité culturelle d'une part et l'intégration d'un secteur important de ces élites dans les organes économiques des anciennes métropoles d'autre part, allaient très rapidement transformer la contradiction existant sur un plan politique, tant que le pouvoir restait colonial, en une collaboration fructueuse, à la fois pour des relations néo-coloniales et pour les intérêts de l'élite accédant au pouvoir (7).

Dans certains pays, ces élites durent entamer des luttes armées. Ce fut le cas notamment de l'Indonésie (8). Il y eut généralement une alliance entre la nouvelle bourgeoisie et les forces populaires, encadrées par le Parti Communiste. En Chine et au Vietnam, c'est ce dernier qui réussit à joindre au projet nationaliste une dimension de révolution sociale (9). En Indonésie, la classe nationaliste bourgeoise prit le dessus, en écrasant par une répression sauvage le Parti Communiste en 1948. (10) Aux Philippines, la révolte des Huks (11) prit plus de temps mais fut finalement écrasée. Quant à la Malaisie (12), le pouvoir britannique y mena une longue guerre, à partir de 1948, contre des éléments populaires, divisés d'ailleurs par des divergences de type ethnique, guerre qui s'acheva par une victoire provisoire (la guérilla a repris depuis).

---

(4) Kim Chang-mum et Chung Jae-Sun, Catholic Korea Yesterday and Today, Catholic Korea Publishing Co., Séoul, 1964.

(5) T.C. Verghese, Agrarian Change and Economic Consequences - Land Tenures in Kerala, 1850-1960, Allied Publishers, Bombay, 1970, p. 9-51.

(6) The History of Freedom Movement in Kerala, Government of Kerala, Trivandrum, Vol. I, 1970; Vol. II, 1972.

(7) Michael Brecher, Political Leadership in India - An Analysis of Elite attitudes, Frederic Praeger, New York, 1969, p. 69-114.

(8) Françoise Cayrac-Blanchard, Le Parti Communiste Indonésien, Armand Collin, Paris 1973.

(9) Pierre Rousset, Le Parti Communiste Vietnamien, Maspero, Paris, 1973, p. 29-39

(10) Malcolm Caldwell, South-East Asia - Thirty Years On, Social Scientist, n° 38 (sept. 1975), p. 10.

(12) Francis Doré, Les Régimes politiques en Asie, P.U.F., Paris, 1973, p. 109

(11) William Pomeroy, Les Huks dans la forêt des Philippines, Maspero, Paris 1968..

Bref, dans tous les pays non socialistes de l'Asie, ces élites occidentalisées arrivaient au pouvoir sous des formes diverses : le Parti du Congrès en Inde, le United National Party à Ceylan, la Ligue Awami au Bangla-Desch, le People's Action Party à Singapore, le Parti National Indonésien, etc. Il s'agissait généralement, comme projet politique, de construire un appareil d'Etat, remplaçant celui qui avait été mis sur pied par le pouvoir colonial, en assurant la plus grande stabilité possible au pouvoir des classes occidentalisées. A cet effet, une alliance s'opéra entre les classes dominantes anciennes, souvent de type féodal,et les classes nouvelles, même si certaines contradictions secondaires se manifestèrent. C'est peut-être à Ceylan que ce phénomène fut le plus accentué, une autre section de l'élite occidentalisée prenant le pouvoir en 1956, après dix ans d'indépendance, sur la base d'un nationalisme plus culturel : réhabilitation de la langue, de la religion (Bouddhisme) et de certaines formes culturelles anciennes (médecine) et une opposition aux monopoles britanniques. Ce fut l'avènement de Mr. Bandaranaike (13).

Au Pakistan, le développement de l'élite nouvelle se produisit tout de suite après la partition avec l'Inde, lorsque des éléments venant de ce dernier pays et intégrés déjà dans une élite administrative et industrielle dynamique, s'installèrent dans le pays en fonction de leur appartenance à l'Islam. C'est ce groupe qui orienta le développement économique industriel et qui prit en main l'essentiel de l'appareil de l'Etat. C'est en 1969 que la loi martiale fut imposée par l'armée, qui prit un certain nombre de mesures internes accélérant des processus tels que celui de la réforme agraire ou de la nationalisation des industries de base. La crise provoquée par la partition du pays et la naissance du Bangla-Desch mit fin au régime militaire et réinstaura un régime de type parlementaire, étendu cette fois aux provinces.

L'organisation politique, sur la base d'une démocratie parlementaire très formelle, permettait donc aux classes nouvelles de monopoliser les instruments du pouvoir, de les étendre rapidement dans les domaines de l'administration, de l'éducation, de la médecine, de certains secteurs nationalisés de l'industrie, et par le fait même de renforcer le groupe à la fois numériquement et politiquement. Cet accroissement rapide d'une classe sociale occidentalisée prit ses racines dans les groupes dominants anciens et dans le produit des nouveaux canaux d'ascension sociale que constituaient l'enseignement et l'administration. En Inde, par exemple, le nombre de collèges fut multiplié par cinq en moins de 20 ans (14). Le jeu électoral s'organisait en fait dans les masses populaires sur la base des modèles anciens. D'une part les classes ou castes élevées monopolisaient les rôles actifs et d'autre part, c'était une clientèle politique qui se manifestait dans les votes des masses. Ayant en main l'appareil de l'Etat, s'appuyant en grande partie encore sur l'échelle de prestige social traditionnelle, les classes sociales ayant acquis le pouvoir après l'indépendance parvenaient à une hégémonie facile, tout en maintenant les apparences d'une démocratie parlementaire. A cela, il fallait ajouter la corruption institutionalisée. , renforçant encore le système car elle permettait au même groupe de conserver le pouvoir réel sur l'administration et même sur la justice.

On assistait par conséquent au renforcement du secteur modernisé, s'inscrivant dans le système économique capitaliste et à l'instauration dans un rapport de structures solidement établies du secteur traditionnel, principalement rural dans un état de stagnation relative. A cet effet,le maintien des valeurs traditionnelles, culturelles, religieuses, sociales, était très fonctionnel, tandis que l'expansion démographique risquait de rendre l'édifice caduc.

---

(13) W. Howard Wriggins, Ceylon, Dilemnas of a new nation, Princeton University Press, 1960, p. 337

(14) Richard D.N. Dickinson, The Christian Colleges in Developing India - A sociological inquiry, Oxford University Press, Bombay, 1971.

En effet, la pression démographique était un élément de déséquilibre à la fois économique et social, qui comportait un risque important pour les classes au pouvoir. L'augmentation trop rapide des bouches à nourrir mettait en danger un modèle de développement, qui ne prenait pas en considération l'ensemble de la population, et qui maintenait la nouvelle bourgeoisie au pouvoir. D'où le lancement de programmes importants de planning familial, afin d'essayer d'enrayer ce qui, outre sa base objective indéniable, apparaissait dans une telle perspective, comme un véritable fléau social.

Par ailleurs, sur le plan des rapports économiques, les nouvelles classes au pouvoir assuraient une certaine continuité dans l'exploitation des richesses du pays par les anciennes métropoles coloniales. A cette époque, il s'agissait principalement de l'exportation des matières premières ou de produits agricoles et de la possibilité d'importer des produits manufacturés dans les pays industrialisés. La plupart des régimes arrivés au pouvoir dans la fin des années 40 et le début des années 50 donnèrent toute garantie à cet effet. En contrepartie, ces minorités pouvaient assurer le rôle d'intermédiaires, avec tous les avantages que cela pouvait comporter.

Cependant, d'autres facteurs agirent également. Dans certains pays, surtout en Inde, un capitalisme national existait déjà ou se développait. Il fallait par conséquent trouver des modalités de coexistence et de complémentarité entre les intérêts économiques étrangers et ceux du pays lui-même. (15) Cela n'alla pas toujours sans conflits, mais on peut dire que cette complémentarité s'établit sans trop de peine durant les 20 années qui ont suivi l'indépendance des pays asiatiques. Un autre élément allait également transformer progressivement la situation et c'est l'introduction du capitalisme américain et plus tard du capitalisme japonais. C'est surtout à partir des années 60 que le phénomène se manifesta notamment lorsque du pétrole fut découvert dans un certain nombre de pays et lorsque la stratégie internationale capitaliste se transforma progressivement, pour constituer, en Asie, comme ailleurs, des pôles de production de biens industrialisés, là où la main-d'oeuvre était à bon marché. De nouveaux intermédiaires furent suscités ou découverts, provenant au début des mêmes couches de la population, mais développant des intérêts divergents, si pas contradictoires avec les secteurs précédents. Tout cela explique l'existence des diverses couches à l'intérieur de la bourgeoisie de ces pays, les conflits qui peuvent exister entre elles et qui parfois s'expriment par le biais de partis politiques antagonistes, mais aussi les solidarités fondamentales face aux contradictions sociales plus profondes de leurs propres sociétés.

2) *La production idéologique après l'indépendance*

Nous avons vu comment une bourgeoisie occidentalisée, formée partiellement par les classes dominantes anciennes, était arrivée au pouvoir. Deux phases bien marquées de l'idéologie peuvent être analysées.

La première était caractérisée par le nationalisme. Il s'agissait de construire politiquement une nation et toute la production idéologique se centrait sur cet objectif. Le nouvel appareil de l'Etat était présenté comme un service au pays et à l'ensemble de la population. Par ailleurs, le long passé historique des nations asiatiques fournissait une base très riche au substrat culturel de la nouvelle politique. La langue, la littérature, la religion offraient une infinité de racines culturelles pour ceux qui voulaient s'en servir. Dans les pays multiraciaux, multilingues et multireligieux, le problème était évidemment différent, tout particulièrement en Inde. Il fallait trouver d'autres bases d'unité et l'accent fut mis plus qu'ailleurs encore sur la spécificité vis-à-vis de nations extérieures (la Chine ou le Pakistan pour l'Inde) et l'importance des facteurs économiques.

---

(15) Thomas E. Weisskopf, Dependence and Imperialism in India, in Mark Selden, Remaking Asia, Pantheon Book, Random House, New York, 1974, p. 200-246.

L'idéologie nationaliste avait l'avantage d'intégrer l'ensemble du peuple dans son projet théorique. Quand Sukarno lançait les 5 principes à la base de la nation indonésienne (pancha sila), il jetait les bases d'une idéologie très générale, qui permettait de manifester une continuité avec le passé ancien et de poser les jalons d'un pays nouveau à construire. Mais, comme toutes les idéologies nationalistes, celles des pays asiatiques présentaient les peuples comme des entités homogènes, comme si tous les groupes sociaux avaient les mêmes intérêts et les mêmes objectifs. Or, la réalité était toute différente. En fait, le nationalisme avait pour but d'établir une courroie de transmission idéologique entre les minorités au pouvoir et les grandes masses asiatiques, plus ou moins conscientes des changements qui s'étaient opérés. Créer l'imaginaire et toute la symbolique d'une identité d'intérêts entre tous les citoyens permettait de voiler la réalité des rapports sociaux existants, et par conséquent de renforcer le pouvoir des nouvelles élites. Sans doute le processus ne fut-il pas toujours conscient, mais il fut toujours très fonctionnel. (16)

Cependant, l'idéologie nationaliste ne pouvait résister à l'épreuve du temps. Une fois l'Etat constitué, ses différents appareils mis au point, l'objectif même du mouvement nationaliste se voyait accompli. Il fallut par conséquent passer à un autre registre idéologique, pour remplir les mêmes fonctions. Dans tous les pays, pratiquement sans exception, le passage se fit vers ce qu'on pourrait appeler une idéologie du développement. Celle-ci se caractérise par une prise de conscience d'un certain nombre d'aspects des problèmes posés par le développement économique des pays. Face à cette situation, le pouvoir politique définit ses objectifs en fonction de ce qu'il appelle le développement. C'est ainsi que l'on voit s'élaborer un certain nombre de plans quinquennaux d'organes étatiques pour le développement économique, de prises de contacts avec des organismes internationaux, tels la Banque Mondiale, la Banque Asiatique de Développement, le Fonds Monétaire International, etc. Le développement devient l'objectif exprimé et on le définit généralement en statistiques de production, de produit national, d'exportations.

Pour se traduire en idéologie, le concept prend un sens nouveau. Le développement est lié à l'ardeur au travail et à l'efficacité. Un peu partout, on entend les dirigeants politiques affirmer que si chacun travaille plus, il jouira d'un revenu économique accru et sa famille se développera. Le développement de toutes les unités de base du pays provoquera inévitablement celui de l'ensemble. Tout cela paraît d'ailleurs bien évident.

Cette logique ne résiste cependant pas très longtemps à un autre type d'analyse. Dans un certain nombre de pays d'Asie, le chômage est endémique. Parfois il atteint 30 % de la population active. Ailleurs, tel au Sri Lanka, c'est un million de jeunes qui se trouvent sans emploi sur une population de treize millions d'habitants. Au Kerala, certains calculs permettent d'affirmer que 50 % de la main-d'oeuvre est inemployée (17). En fait, des dizaines de millions de personnes en Asie ne trouvent pas d'emploi ou sont sous-employées dans les régions rurales. Or ceci dépend essentiellement du modèle de développement promu par les élites au pouvoir, comme nous aurons l'occasion de le constater. Demander de travailler plus à des personnes qui n'ont pas de travail est évidemment une contradiction fondamentale.

Mais parmi ceux qui travaillent, notamment dans les régions rurales, d'autres problèmes se posent. A peu près dans toute l'Asie, une des structures économiques les plus paralysantes est celle des prêteurs d'argent et des intermédiaires. Que ce soit envers des groupes spécialisés dans ce domaine ou envers les propriétaires terriens eux-mêmes, partout le paysannat est endetté. En Inde, les derniers chiffres montrent que cela concerne plus de 60 % des petits paysans. Les dettes, dont le taux de remboursement est usuraire (il atteint souvent 100 % par an) ont pour effet de bloquer toute possibilité de développement pour les familles paysannes ou les pêcheurs. Bien souvent ce sont les intermédiaires ou les propriétaires eux-mêmes qui sont les prêteurs d'argent. Les récoltes ou la pêche sont par conséquent hypothéquées et les prix offerts sont les plus bas. Augmenter la productivité du travail signifie pour ces paysans ou ces pêcheurs travailler pour les intermédiaires ou pour les prêteurs d'argent. Par conséquent, là se trouve aussi un des obstacles fondamentaux, complètement passé sous silence par l'idéologie du développement, telle que nous l'avons décrite. Cette dernière permet également de voiler la structure des rapports sociaux, fruit des rapports économiques.

---

(16) Sankar Ghose, Socialism, Democracy and Nationalism in India, Allied Publishers, Bombay, 1973.

(17) G. Lemercinier et F. Houtart, Church and Development in Kerala, P.O.C., Cochin, 1974 (polycopié).

Mais il y a aussi un autre aspect très fonctionnel pour les classes au pouvoir. En effet, si le développement est le fruit du travail, ceux qui dans les sociétés asiatiques ont acquis un statut économique, politique et social élevé, y sont arrivés par le fruit de leur travail. C'est du moins ce qu'implicitement l'idéologie du développement exprime. Cette autojustification des classes sociales qui maîtrisent l'appareil de l'Etat, organisent l'enseignement et particulièrement les écoles supérieures, comme moyen de reproduction du groupe, et dominent l'économie, tant dans le secteur privé que dans le secteur étatisé, couronne l'ensemble idéologique (18).

3) *Le modèle de développement sous-jacent*

L'organisation du pouvoir politique et la production idéologique que nous avons décrite se greffent sur un modèle économique bien précis. Comme nous analysons des structures et non pas des intentions personnelles et individuelles, il est très important de mettre en relation les principales structures des ensembles sociaux asiatiques, pour avoir une vue plus complète.

En fait, durant cette première période après l'indépendance, le développement fut orienté, sur le plan économique, vers l'industrialisation. Celle-ci se réalisa soit au départ des capitaux nationaux, lorsqu'ils existaient, soit au départ d'investissements étrangers. Un clivage profond exista entre l'économie industrielle d'une part et l'économie rurale agricole d'autre part. La première fut généralement localisée dans certaines régions urbaines et, chose étonnante à première vue, impliqua souvent des investissements relativement importants, mais une faible mobilisation de main-d'oeuvre. Dans le cas de l'Inde par exemple alors que l'économie dépend moins des investissements étrangers que du capital national, pas plus de 4 % de la main-d'oeuvre est employée directement dans l'industrie. C'est donc une infime minorité. Sans doute, un certain nombre d'autres activités dépendent de manière indirecte du développement industriel, mais l'ensemble ne doit pas dépasser, au moins dans le secteur moderne, plus de 15 % de la population. En même temps, les produits qui sont manufacturés ne peuvent être consommés que par une modeste partie de la population indienne, estimée à 10 à 15 % selon les produits. Il est évident que pour une population qui atteignait dans les années 60 plus de 500 millions d'habitants, cela signifiait un marché assez considérable (plus important par exemple que l'Allemagne de l'Ouest ou la France ou la Grande-Bretagne). Cependant, comparé à l'ensemble de la population, un tel type d'industrialisation ne résolvait ni le problème de l'emploi, ni celui de la consommation. En fait, cette industrie était en forte dépendance de l'étranger, soit pour se développer, soit pour l'achat des licences, soit pour l'acquisition de machines. Il fallait par conséquent exporter pour obtenir des devises étrangères et la tendance de l'industrie fut de se situer de plus en plus dans ce secteur. A ce moment, le développement industriel sert moins encore la population locale. Dans d'autres pays que l'Inde, la dépendance vis-à-vis du capital étranger fut encore plus grande; la dette extérieure s'accrût chaque année; mais comme le système capitaliste mondial s'avérait faible, l'inflation devint plus difficile à contrôler.

---

(18) Cette idéologie se reflète clairement dans l'ouvrage de S.B. Naidu, La voie indienne du développement, Ed. Ouvrières, Paris, 1971.

Dans certains pays, il existait un secteur nationalisé, ce qui permettait de dire que l'on y suivait une voie socialiste. Mais en fait, les entreprises économiques les plus rentables restaient dans les mains du secteur privé et le secteur nationalisé, très complémentaire du secteur privé, était contrôlé par les mêmes milieux.

Un tel modèle de développement industriel, en opposition fondamentale avec les besoins de l'ensemble de la population, qui exigeraient au contraire une décentralisation de l'industrie et une priorité à la petite industrie locale, liée à la production agricole, est le fruit le plus éclatant d'un modèle de développement capitaliste. En effet, les capitaux s'investissent là où la rentabilité est la plus grande. C'est d'une logique très rigoureuse.

Le secteur rural, qui emploie la grande majorité de la population active, connut généralement durant cette époque une certaine stagnation. En effet, on ne toucha guère à la structure de la production économique (19). Une coalition de fait s'était établie entre les élites urbaines modernes et les élites traditionnelles rurales pour maintenir le système existant. Il fallait sans doute accroître la production agricole, à cause de l'expansion démographique. Cependant, les mesures prises n'allèrent pas à la racine du problème. Les gouvernements lancèrent des programmes importants d'irrigation, dont la plupart profitaient essentiellement aux grand propriétaires terriens ou aux paysans moyens. "La révolution verte" dont on a beaucoup parlé, réussit sur le plan technique à faire augmenter la production agricole, au moins dans une certaine mesure, mais eut pour conséquence de favoriser une fois de plus les grands propriétaires ou les grands paysans (20). Eux seuls en effet avaient les capitaux nécessaires pour acheter les engrais, ou le know how qu'il fallait pour utiliser les nouvelles techniques. Il résulta de tout cela une élimination progressive d'un grand nombre de petits paysans, couverts de dettes et qui finissaient par céder leurs terres aux autres. Dans certaines régions, le nombre de paysans sans terres a augmenté de 50 à 100 % en une quinzaine d'années.

Les réformes agraires quant à elles ont connu des sorts divers. Dans un certain nombre de pays, notamment en Inde, elles ne furent pratiquement pas appliquées. Au Kerala par exemple, Etat réputé progressiste, huit ans après le vote de la loi de réforme agraire (une loi fortement amendée après la chute du gouvernement communiste), moins de 500 hectares de terres avaient été distribués sur les propriétés en excédent. Ailleurs, et ce fut le cas à Taïwan, la réforme agraire eut pour but de former un petit paysannat, efficace, s'intégrant dans un modèle de développement capitaliste, produisant à bon marché pour le secteur industriel et se forgeant une mentalité de classe moyenne.

Un tel type de réforme agraire, tout comme celui qui semble s'esquisser actuellement à Sri Lanka, a également pour fonction d'accélérer le transfert des capitaux du secteur rural au secteur industriel. En effet, certains despropriétaires recevant une compensation pour les biens qui leur ont été aliénés, peuvent ainsi investir dans des secteurs nouveaux.

Cela n'empêche que la production agricole est restée généralement en dessous de la satisfaction des besoins de la population. C'est un des problèmes dramatiques de l'ensemble de l'Asie, qui dépend bien souvent, et risque dans l'avenir de dépendre plus encore de l'extérieur pour sa production agricole. Ainsi, en Inde, la production moyenne de riz par hectare est de 1,4 tonne. Le chiffre est le même pour le Bangladesh. La productivité par hectare pourrait s'accroître considérablement, à condition cependant que les facteurs sociaux de la production soient changés. Quand on sait que le Nord Vietnam a une production moyenne de 5 tonnes par hectare (avec certaines coopératives qui arrivent jusqu'à 8 à 10 tonnes), et que l'on sait aussi que les conditions climatiques de la production rizière au Vietnam du Nord sont moins bonnes que celles qui existent dans les pays du Sud asiatique, on peut mesurer le chemin qui pourrait être accompli (21).

---

(19) Netra Pal Jain, Rural Reconstruction in India and China, Sterling Publ., New Delhi, 1970.

(20) Francine R. Frankel, India's Green Revolution, Princeton University Press, Bombay, 1971.

Selon les études faites par des économistes du Bangladesh, ce pays qui consomme environ 14 millions de tonnes de céréales par an et qui en produit environ 12 millions, pourrait arriver sans grandes difficultés à quadrupler sa production. Cela lui permettrait, non seulement de satisfaire ses besoins de consommation, mais de vendre dans des pays voisins son excès de production. Les conditions climatiques du Bangladesh sont en effet excellentes à cet effet. Le problème fondamental est celui de l'organisation sociale et culturelle de la production, dépendant elle-même pour une grande part de l'aspect politique du problème. En Corée du Sud, la moyenne d'importation de céréales dans les années 1954-1962 était de 445.000 tonnes. En 1974, 2.850.000 tonnes de grains durent être importées (22). Or, la Corée du Sud se prête particulièrement à l'agriculture.

La population rurale subissait le plus durement les conséquences du modèle de développement promu par des élites au pouvoir. En effet, celles-ci se développent réellement, manifestent un dynamisme indiscutable, peuvent faire état de statistiques de croissance (nous sommes avant la crise) et organisent aussi certains services publics, mais souvent peu accessibles aux populations vivant en marge de ce secteur de développement. Ainsi, il ne faut pas oublier qu'en Inde, près de 70 % de la population est encore illettrée et que le niveau de santé dans certains Etats est absolument lamentable, dû en grande partie à la sous-consommation alimentaire. L'opposition modernisante-traditionnelle de la société dualiste, devient progressivement une opposition : croissance du développement-croissance du sous-développement. On estimait en Inde autour des années 1970 que les 20 % de la population dans l'échelle inférieure des revenus avaient vu leur situation empirer depuis l'indépendance.

B. ECHEC DU PARLEMENTARISME ET INSTAURATION DES REGIMES D'EXCEPTION

Depuis quelques années et particulièrement depuis le renversement de Sukarno en Indonésie en 1965 et le coup d'Etat militaire en Corée du Sud en 1961, une série de régimes d'exception se sont établis dans les pays d'Asie. Mais le processus s'est accéléré pratiquement dans tous les pays : au Pakistan dès avant la sécession du Bangladesh, à Sri Lanka, en 1971 après la révolte des jeunes, aux Philippines avec la loi martiale du 23 septembre 1972, en Thaïlande avec le régime militaire qui s'était établi en 1971, à Singapour avec le monopole du People's Action Party de Mr Lee Kuan Yew, qui dès les années 70 impose des lois d'exception, en Malaisie, surtout à partir de 1973, au Bangladesh, également en 1973, enfin en Inde en 1975. Il faut se rappeler également que Taiwan vit depuis 25 ans sous un régime militaire et policier d'une très grande dureté et qu'au Vietnam du Sud et au Cambodge des régimes militaires pro-occidentaux étaient au pouvoir jusqu'à la chute des deux capitales au milieu de 1975. La fin de la guerre au Vietnam, si elle n'a pas marqué le début de l'installation des régimes d'exception a toutefois eu comme effet de renforcer un certain nombre d'entre eux, qui ont pris des mesures plus dures encore que par le passé : c'est le cas notamment en Malaisie, en Corée, aux Philippines, en Inde. On peut donc émettre comme première hypothèse que la guerre du Vietnam et le soutien des régimes de Thieu et de Lon Nol s'inscrivaient dans une logique similaire à celle qui s'exprime dans les autres pays d'Asie, et que la chute de ces deux derniers régimes, de même que la transformation politique progressive du Laos marquent surtout une accélération dans le processus. Il s'agit donc maintenant d'analyser cette situation d'ensemble, pour essayer d'en comprendre les mécanismes.

---

(21) Gérard Challiand, Les Paysans du Nord Vietnam et la Guerre, Maspero, Paris, 1968.

(22) Gerhard Breidenstein et W. Rosenberg, Economic Comparison of North and South Korea, Journal of Contemporary Asia, Vol. 5 (1975) N°2, p. 181.

1. *Une double contradiction interne*

Puisque nous traitons des sociétés asiatiques non socialistes, partons de ces dernières pour essayer de retrouver les fils de l'écheveau.

a) *Opposition entre élites traditionnelles et élites nouvelles*

Dans la plupart de ces pays les élites traditionnelles exerçaient encore jusqu'à ces tout derniers temps une fonction politique assez importante. Sans doute, étaient-ce les élites nouvelles, décrites plus haut, qui possédaient le dynamisme et orientaient le modèle de développement de type capitaliste, mais, l'indépendance ayant été acquise généralement par une passation des pouvoirs, les anciennes élites n'avaient pas été abolies. Une certaine coalition d'intérêts s'était établie entre ces deux catégories sociales, à la fois en fonction d'une solidarité de classe et d'affinités culturelles.

La solidarité de classe jouait dans le maintien d'un certain nombre de structures sociales et culturelles de la société traditionnelle, comme condition même de la possibilité de développement d'un secteur dominant capitaliste, n'intégrant cependant qu'une minorité de la population. Les affinités culturelles provenaient principalement des canaux d'éducation par lesquels passaient ces deux secteurs des classes dominantes et qui étaient semblables, soit dans les pays eux-mêmes, soit à l'étranger et particulièrement dans les pays anglo-saxons. Mais plus la nouvelle élite se développait, et surtout en fonction des nouvelles orientations économiques du capitalisme international, plus le fossé entre ces deux secteurs allait s'accroître. Le développement, dans le modèle du premier, exigeait l'accélération de processus, mettant en danger les positions du second. Ainsi fallait-il accélérer les transferts du surplus du secteur rural vers le secteur industriel urbain. Il fallait également accroître la production agricole et par conséquent moderniser l'agriculture et la rendre plus productive. Tout cela rendait de plus en plus caduques les formes sociales anciennes et par conséquent la position des classes traditionnelles.

Mais si cette contradiction n'a pu apparaître de manière aussi forte qu'en fonction d'une évolution extérieure, c'est parce que les élites nouvelles s'étaient recrutées en grande partie dans les couches supérieures de la société traditionnelle. Ainsi, en Inde, les castes supérieures, les brahmanes, les ksatryas et les couches supérieures des sudras, formèrent généralement le lieu de recrutement des couches supérieures de l'administration, la base de l'appareil des partis politiques au pouvoir (surtout le Parti du Congrès), les cadres de l'éducation, les responsables des grands secteurs économiques (23). Ces groupes sociaux étaient évidemment les mieux placés pour entrer dans les structures nouvelles et formaient progressivement des sociétés de classes au départ des anciennes structures. Au Vietnam, le pouvoir colonial s'appuya essentiellement sur l'ancienne féodalité et, aux Philippines, les grandes familles traditionnelles entrèrent tout naturellement après l'indépendance, dans les rouages de l'Etat ou dans le rôle d'intermédiaires vis-à-vis des intérêts économiques étrangers.

---

(23) M.N. Srinivas, The Caste system in India, in A. Béteille, op. cit. (3), p. 265.

Cependant, au fur et à mesure que le modèle de développement capitaliste s'implantait, soit par le biais des investissements étrangers, soit par le développement du capitalisme local (tout particulièrement en Inde), des phénomènes nouveaux se firent jour. Là où les intérêts étrangers étaient prépondérants, une classe nouvelle se développa très rapidement, sur une base beaucoup moins liée aux élites anciennes. Ce groupe social marqua une nette opposition contre ces dernières, aussi bien dans la définition de ses intérêts économiques, que de ses orientations culturelles. Ailleurs, c'est le capitalisme local qui exerça l'influence prédominante, afin d'imposer une rationalisation économique accrue, et le phénomène fut accéléré encore par deux événements conjoncturels d'une part la pénurie de biens alimentaires et d'autre part la crise économique mondiale.

Bref, dans la plupart des pays d'Asie, la contradiction entre les deux secteurs des classes dominantes, le secteur modernisant capitaliste et le secteur traditionnel, s'accentua. L'instauration des régimes d'exception marque la prise du pouvoir par le premier groupe et l'exercice d'une pression très forte sur le second. Parmi les 21 points du programme d'urgence de Mme Gandhi, une série de mesures se situent dans cette optique. Il s'agit notamment de l'accélération de la réforme agraire (point 2) et de la rationalisation de l'agriculture (points 6 et 7). Par contre, une grande partie des mesures consistent à renforcer la position du premier groupe, telles la libération des procédures d'investissements (point 14), la rationalisation des transports (point 16), les nouvelles règles concernant les associations d'ouvriers (point 15) et tout ce qui permettait à la fois un transfert accéléré du secteur industriel et la mise en route d'investissements de type capitaliste dans les régions rurales.

L'opposition d'une partie des élites traditionnelles contre les mesures prises par les bourgeoisies capitalistes au pouvoir a permis à ces dernières de présenter leur programme comme socialiste et de développer une orientation idéologique populiste. C'est ainsi que Mme Gandhi affirmait à la fin de 1975 que l'état d'urgence devait être prolongé, en fonction de menaces non seulement extérieures mais également intérieures, celles-ci provenant des milieux d'extrême droite. Des arguments semblables sont développés par le Président Marcos aux Philippines, face à un lobby d'anciens grand propriétaires en exil aux Etats-Unis et également en Indonésie, en Malaisie, au Bangladesh, à Sri Lanka.

Il faut dire un mot à propos de l'armée dans ces différents pays. Les budgets militaires ont augmenté rapidement, surtout dans les cinq dernières années. Dans plusieurs pays c'est l'armée elle-même qui a pris le pouvoir, par exemple en Indonésie, en Corée du Sud, en Birmanie, en Thaïlande, au Pakistan, au Bangladesh, sans parler du Sud Vietnam et du Cambodge avant 1975. Dans certains d'entre eux cependant, comme en Thaïlande et au Pakistan, les régimes civils ont repris les rênes du pouvoir. Mais l'armée, même dans les pays où elle n'est pas intervenue directement, est une force grandissante, qui chaque année voit son pouvoir réel se renforcer. C'est le cas notamment en Inde ou aux Philippines. Jusqu'à présent, dans le schéma que nous avons indiqué comme hypothèse principale d'interprétation des phénomènes asiatiques, l'armée a joué en faveur des nouvelles élites. Ce n'est pas que l'influence d'élites plus traditionnelles n'ait pas été importante dans quelques pays, mais les forces dynamiques principales étant la bourgeoisie modernisante, c'est-à-dire celle qui a opté pour un modèle de développement capitaliste, c'est en faveur du pouvoir de ce groupe que l'armée agit. Cela est plus clair encore dans les pays où les investissements étrangers sont prédominants. Une des garanties principales qui peut leur être accordée est précisément le maintien de l'ordre, ce qui a pour conséquence, non seulement le développement de l'armée, mais aussi celui de la police.

b) *Les élites nouvelles face aux masses urbaines et rurales*

Une opposition très claire se manifeste entre la position des élites nouvelles et celle des masses urbaines et rurales. Afin d'établir leur hégémonie sur le modèle de développement, les premières doivent asseoir leur pouvoir toujours plus solidement, afin que les masses puissent d'une part servir de main-d'oeuvre facilement accessible et toujours à bon marché pour leur projet industriel ou la rationalisation de l'agriculture et que, d'autre part, elles ne provoquent pas de mouvements sociaux capables de troubler l'expansion des classes au pouvoir.

Sur le plan urbain et industriel, cela se manifeste par une série de législations ou de décrets concernant l'interdiction du droit de grève, la discipline au travail, parfois même l'allongement du temps de travail. Cela se traduit également par la mise au pas des syndicats ouvriers, comme Mme Gandhi l'a fait depuis l'état d'urgence, amenant le leader syndicaliste le plus important du pays, Georges Fernandez, dirigeant du Syndicat des Ouvriers du Chemin de Fer, à entrer dans la clandestinité. Ailleurs, toute organisation ouvrière, quelle qu'elle soit est interdite, c'est le cas par exemple en Corée du Sud ou à Taiwan, ou bien pratiquement réduite à l'impuissance, comme à Singapour, aux Philippines, en Malaisie ou même en Thaïlande, jusqu'à la fin du régime militaire. Certaines organisations ouvrières sont tolérées ou organisées par le pouvoir, mais alors elles ont peu de combativité et deviennent en fait des courroies de transmission de l'idéologie dominante dans certains secteurs des travailleurs. Il faut se rappeler que beaucoup d'entre eux, même en situation exploitée, se trouvent malgré tout dans une situation relativement privilégiée par rapport aux grandes masses rurales sous-employées ou sans emploi, ou encore vis-à-vis du sous-prolétariat urbain vivant de petits métiers indéfinissables ou des déchets du secteur modernisé de l'économie.

Si tels sont les situations et moyens légaux, il en existe aussi un grand nombre d'autres, non légaux, sur lesquels les autorités ferment souvent les yeux, et qui permettent une exploitation plus dure encore de la classe ouvrière. En Corée du Sud la journée de travail est fixée officiellement à huit heures. En fait, elle atteint bien souvent douze et quatorze heures. Les salaires minimums sont définis par la loi aux Philippines, mais dans bien des cas les taux ne sont pas respectés. Il faut ajouter que le peu de mesures d'hygiène ou de sécurité au travail, de même que les autres lois sociales, sont souvent contrevenues, soit par des artifices facilement utilisables, soit par le biais de la corruption des fonctionnaires en charge de les faire observer.

Tout ceci nous renvoie évidemment au système économique, dont nous parlerons dans le paragraphe suivant qui consiste à produire au coût le plus bas possible, afin de réaliser les profits les plus hauts possibles. C'est sur l'accumulation de ces surplus que se constitue et se développe la bourgeoisie nouvelle, soit dans le cadre d'un capitalisme national, soit, bien plus encore en Asie, comme intermédiaires pour des intérêts économiques étrangers.

Si les travailleurs urbains se trouvent en opposition de plus en plus vive avec l'élite nouvelle, qui utilise son pouvoir légal pour accroître ses possibilités d'exploitation et les consolider à long terme, la contradiction avec les intérêts des masses rurales s'aggrandit aussi chaque jour. Ces dernières, comme nous l'avons dit, vivent encore pour la plupart selon des modèles de relations sociales proches des situations traditionnelles précapitalistes. Cependant, leur introduction dans une structure objective de classe est une chose quasiment accomplie. L'absence de correspondance entre ces deux éléments explique que la plupart des masses rurales ne soient que peu conscientes du rapport social existant, à part certains ouvriers agricoles, tels ceux des plantations sucrières aux Philippines ou encore ceux du Kerala, lieu d'une action syndicale déjà ancienne.

La dominance du système économique capitaliste, sans que tous les secteurs soient véritablement intégrés dans son type de croissance essentiellement inégale, peut être supportée tant que les structures des relations sociales traditionnelles paraissent dans la conscience des masses rurales rester prévalentes. Mais, une contradiction s'introduit progressivement et va en s'approfondissant. En effet, si ces normes sociales gardent une valeur culturelle fort importante, par exemple pour les mariages et pour un certain nombre de modes de la vie quotidienne, elles sont de moins en moins déterminantes dans les relations régies par les rapports de production. Il s'établit donc une certaine insécurité, un climat de difficultés sociales, qui n'est plus réglé par les mécanismes antérieurs, ou du moins, plus avec la même efficacité. Sans doute, la famille patriarcale, le clan ou la famille étendue (le jathi en Inde) ou même le village (très important en Asie du Sud-Est) ou même la caste (24), jouent-ils encore un rôle important dans ces populations. Mais les nouveaux rapports économiques, qui perdent leur support idéologique ou religieux, sont souvent perçus, au moins immédiatement, comme des rapports d'oppression. Il en résulte un certain nombre de révoltes paysannes, parfois très localisées, à d'autres moments plus importantes, qui sont alors réprimées de manière brutale et violente. C'est là que la coalition entre les intérêts des anciennes élites et ceux des nouvelles a joué le plus efficacement. La plupart du temps la relation d'oppression était directement établie par les anciennes élites, même si ces dernières formaient les courroies de transmission entre le secteur rural traditionnel et le secteur capitaliste nouveau, mais cependant les appareils d'Etat étaient entre les mains des élites nouvelles. Ces derniers fonctionnaient très généralement en faveur des éléments dominants de la société et l'on pourrait citer de très nombreux cas où l'administration et même la justice agirent dans ce sens.

Certains mouvements paysans se constituèrent et plusieurs d'entre eux eurent des leaders d'inspiration marxiste. Ils furent combattus de manière systématique. En Indonésie, il y eut en 1965 le massacre de plus de 300.000 personnes appartenant au Parti Communiste ou soi-disant tel, un des mouvements de répression les plus sanglants de l'histoire. En Inde, un grand nombre de dirigeants ruraux ont purement et simplement disparu de la circulation, les uns assassinés, les autres emprisonnés. Le même schéma s'est répété dans un grand nombre de pays.

Il en résulte aujourd'hui une certaine passivité des masses rurales, bien compréhensible, étant donné leur situation et la difficulté à les sensibiliser à une dimension politique dépassant leur univers immédiat. C'est le problème de toutes les masses paysannes que Marx avait bien analysé dans Le 18 Brumaire de Louis Napoléon. C'est bien la raison aussi pour laquelle un certain nombre de mouvements de paysans se terminent en jacqueries et ne débouchent pas sur des mouvements politiques.

Dans la plupart des pays, il existe d'autres obstacles, d'ordre socio-culturel, à l'établissement d'une solidarité de classe parmi les masses populaires, particulièrement rurales, à savoir les différences ethniques et linguistiques. Ainsi, aux Philippines, on compte des dizaines de langues différentes et les contacts à une échelle régionale ou nationale ne sont possibles que via la langue anglaise qui n'est possédée que par une minorité de la population, généralement la minorité appartenant aux classes dominantes ou aux classes moyennes. En Inde, il faut ajouter à cet élément le phénomène des castes. Si les harigans, qui se comptent par plus de 100 millions, pouvaient s'unir comme tels, ils auraient certainement un poids politique important en Inde. Ils ne peuvent le faire, à cause de leur dispersion géographique et linguistique. Mais, si l'ensemble des castes appartenant à la classe opprimée pouvait s'unir, il est évident qu'aucun régime ne pourrait y résister. Cependant, la division en castes agit actuellement encore comme un obstacle culturel assez fondamental à l'établissement de solidarités de classe parmi les travailleurs industriels et ruraux.

---

(24) J.H. Hutton, Caste in India, Oxford University Press, Bombay, 1973; Louis Dumont, Homo hierarchicus, Gallimard, Paris, 1966.

Il existe cependant des mouvements organisés et armés. C'était évidemment le cas du F.N.L. ou encore des Khmers Rouges ou encore du Pathet Lao, qui avaient des bases paysannes importantes. Aujourd'hui deux pays possèdent des mouvements quelque peu similaires. Il s'agit d'une part de la Malaisie, où le mouvement de guérilla se manifeste plus ou moins régulièrement, et qui est lié à certains facteurs ethniques entrant secondairement comme spécification d'un rapport social, et d'autre part des Philippines, avec un double mouvement de lutte armée. Il y a d'abord celui du Sud, animé par les musulmans et dont une des branches s'affirme socialiste, et ensuite la New People's Army. Celle-ci a pris le relais des Huks, dont les leaders se rallièrent au Président Marcos et qui se sentirent trahis par leurs propres dirigeants. Elle comprend aussi des ouvriers agricoles des plantations sucrières de l'Ile de Luzon et progressivement des masses paysannes des îles du centre et du Sud du pays.

Il n'est pas impossible que de tels mouvements se développent aussi ailleurs. Ils feront probablement l'objet de fortes répressions et, dès aujourd'hui, aux Philippines et en Malaisie, l'armée est engagée dans ce processus.

2. *Les nouvelles exigences économiques internationales*

L'évolution que nous avons décrite est celle de la majorité des pays d'Asie non socialistes, à part le Japon - dont le modèle de développement capitaliste est très particulier et devient lui-même hégémonique - et le Pakistan - à cause de criconstances historiques particulières -. On peut se demander par conséquent, si un certain nombre de lois fondamentales ne président pas à une telle évolution. Nous avons jusqu'à présent souligné tout particulièrement les structures politiques et fait allusion à certaines structures sociales et culturelles. Il faut à présent aborder le facteur économique, plus particulièrement celui qui commande aujourd'hui les grandes évolutions, notamment internationales.

a) *Exploitation des matières premières*

Durant la période coloniale et également pendant les premières années suivant l'indépendance, le problème des matières premières était prépondérant dans les relations entre l'économie occidentale et les pays asiatiques. Il est intéressant de noter par exemple que le Vice-Président Nixon et le Président Eisenhower justifièrent à l'époque l'appui américain aux troupes françaises en Indochine et ensuite l'intervention plus directe des Etats-Unis, par le besoin de conserver pour le monde occidental des sources de matières premières. Cet élément est encore important aujourd'hui, d'autant plus que des ressources pétrolifères ont été découvertes depuis lors, notamment en Indonésie et en Malaisie. Parmi les matières premières, outre le pétrole, il faut signaler l'étain, le nickel, le caoutchouc.

Aux matières premières s'ajoutent les produits agricoles, tels le sucre (Philippines), le thé (Sri Lanka), le coton (Pakistan et Inde), le jute (Bangladesh), les huiles végétales. Comme on le sait, la tendance des prix des matières premières et des produits agricoles a été à la baisse, au moins en longue période, alors que les biens d'équipement et les principales importations en provenance des pays occidentaux industrialisés augmentaient constamment de prix. C'est là une des causes de l'endettement chronique et de plus en plus catastrophique de ces pays, cause à laquelle s'est joint, pour les pays non producteurs de pétrole, l'achat de cette source d'énergie.

Un exemple concret de l'exploitation des matières premières est fourni par une mine que l'auteur de cet article a lui-même visitée en fin 1975 aux Philippines. La propriété de cette mine américaine (la société Antamok) dont le siège s'appelle la Benguet Consolidated Inc, s'étendait sur une région entière. Celle-ci était contrôlée par la mine et aucune initiative ne pouvait être prise sans son consentement, notamment dans le domaine de l'action religieuse ou sociale.

Un des centres miniers était composé d'une agglomération de 7.000 à 8.000 personnes concentrées sur un territoire exigu, au fond d'une vallée et gardée par une police privée. Celle-ci interdisait l'entrée du lieu à tout véhicule à moteur et exigeait une vérification d'identité. Les bâtiments construits pour les familles de mineurs ressemblaient à de grands phalanstères en bois, dans lesquels une centaine de familles étaient logées. Chaque famille disposait d'une unité particulière de logement, tellement exiguë, que bien souvent elle comprenait à peine le nombre de mètres carrés suffisants pour que parents et enfants puissent s'étendre durant la nuit. Dans cette mine, on travaillait en trois équipes de huit heures chacune, les mineurs devant se rendre à pied à leur travail, parfois à une distance assez considérable. La mine, qui produisait du cuivre et de l'or, payait le salaire minimum légal, soit à cette époque 8 pesos (40 francs) par jour. Pas de liaison des salaires à l'index, dans un pays où l'inflation est galopante et où elle avait atteint en 1975 plus de 30 %.

Un tel salaire permettait tout juste aux familles des mineurs de survivre. Le prêtre, en charge de ce secteur, racontait que bien souvent les enfants arrivaient à l'école le matin sans avoir mangé, les familles étant incapables de nourrir à la fois le père devant aller au travail et les enfants. Les mineurs provrnaient d'une vingtaine de provinces différentes des Philippines et souvent ne se comprenaient pas entre eux, à cause de la diversité des langues. Etant donné le chômage endémique dans le pays, ils étaient heureux d'avoir pu trouver au moins un travail. En cas de décès ou d'incapacité de travail de l'élément producteur, la famille avait 24 heures pour quitter le lieu. Etant donné le monopole de la mine, le petit commerce local était intégralement sous son contrôle.

La loi martiale,interdisant pratiquement le droit de grève,avait aussi rendu les syndicats inopérants. Les ouvriers en étaient parfaitement conscients, de même qu'ils faisaient une analyse très rationnelle de leur propre situation. Il faut souligner que la société Antamok avait installé son siège administratif dans le paradis fiscal des Bahamas. Voilà un exemple concret de ce qui signifie d'une part la "maximisation" du profit et d'autre part l'appui sur un pouvoir local fort de la part des intérêts économiques étrangers. Une telle description pourrait être répétée en un très grand nombre d'exemplaires. Non seulement,elle s'applique aux exploitations minières, mais également aux entreprises agricoles. Les travailleurs du thé à Ceylan, tous des Tamouls en région cinghalaise, et travaillant pour la plupart dans des plantations possédées par des intérêts britanniques, vivent dans une situation semblable, si pas pire encore. Inutile de dire que les taux de mortalité infantile, de morbidité et d'analphabétisme sont supérieurs dans ces régions à la moyenne du pays lui-même. C'est là le prix payé par ces populations pour produire des matières premières ou des denrées agricoles à bon marché.

b) *Les ventes de produits manufacturés*

L Asie offre évidemment un énorme marché pour l'écoulement de produits manufacturés, même si la plus grande partie de sa population ne dispose pas du pouvoir d'achat nécessaire à leur acquisition. Lorsque l'on additionne les chiffres absolus des élites au pouvoir et des classes intermédiaires ayant franchi un certain seuil de revenus, on arrive à un chiffre qui doit se rapprocher de la population des neuf pays de la Communauté Européenne. C'est donc un marché très appréciable et cela sans tenir compte de la Chine. Depuis les débuts de la colonisation capitaliste industrielle, les pays d'Asie ont toujours servi de débouchés à une partie de la production des métropoles occidentales. Ce fut le cas, en Inde, des textiles de Manchester, ou encore en Chine de la production industrielle allemande, française, britannique et même russe (avant 1917). Après la IIe Guerre Mondiale, les Etats-Unis, sont devenus prépondérants.

Ainsi, en 1970, les Etats-Unis ont vendu aux pays asiatiques (Japon exclu) pour 1.157 millions de dollars de biens d'équipement et de machines diverses, 782 millions de dollars de produits agricoles et animaux vivants et 495 millions de dollars de biens de consommation de base, soit respectivement 7 %, 18 % et 10 % de leurs exploitations totales dans chacun des secteurs intéressés (25).

c) *Les plates-formes des productions industrielles*

C'est dans ce domaine que des éléments nouveaux se manifestèrent après la IIè Guerre Mondiale. En effet, principalement après la guerre de Corée, au moment où les salaires japonais commencèrent à monter, une tendance nouvelle se fit jour dans les relations économiques entre les pays développés de l'Occident et les pays asiatiques. Il ne s'agissait plus cette fois d'extraire des matières premières et de vendre des produits finis mais de transférer la fabrication de produits banalisés dans des régions où les salaires étaient inférieurs et les normes de production, notamment dans le domaine de la pollution, moins rigoureuses. C'est cela qui explique le développement très particulier de pays comme la Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong, Singapour, la Malaisie et plus récemment ensuite la Thaïlande, l'Indonésie et les Philippines. La guerre du Vietnam accentua d'ailleurs cette tendance. C'est aujourd'hui le tour de Sri Lanka.

On comprend facilement les raisons qui poussent les investisseurs à trouver accueil dans les pays où la main-d'oeuvre reste à bon marché. Ainsi, par exemple, en 1970, le salaire moyen hebdomadaire en Corée du Sud était de 44,75 dollars (pour 52 heures de travail par semaine), alors qu'il était au Japon de 199,45 dollars (pour un moindre nombre d'heures) et de 579 dollars aux Etats-Unis pour une semaine de 40 heures. Le salaire horaire de l'ouvrier coréen était de 0,75 dollars pour des journées de travail allant parfois jusqu'à 12 et 14 heures alors que la journée légale n'est que de 8 heures.

Il en résulta un transfert progressif de toute une série de productions, non seulement des Etats-Unis vers ces pays asiatiques, mais même du Japon et de l'Europe. Aujourd'hui, le Japon investit non seulement dans un certain nombre de pays voisins, comme la Corée du Sud ou Taïwan, mais également jusqu'en Thaïlande et à Sri Lanka. Le calcul est simple : même si la productivité des ouvriers asiatiques n'est pas aussi forte que celle des ouvriers américains, leurs exigences sont, de toute façon, moindres, non seulement en ce qui concerne les salaires, mais aussi pour tous les à-côtés (lois sociales, etc...) et les gouvernements au pouvoir, multipliant les surenchères pour attirer les capitaux étrangers, sont très peu regardants sur les conditions de travail, la pollution de l'environnement, etc... Il faut ajouter que ces mêmes gouvernements offrent des conditions fiscales intéressantes : détaxation des revenus pendant un certain nombre d'années, importation sans taxe des bien d'équipement, possibilité de rapatrier les bénéfices et de transférer les capitaux.

---

(25) Ouverture sur le Pacifique : le dossier économique, *Informations et Documentations*, n° 314 (Janvier 1972), p. 18.

Il serait trop long, dans le cadre de cet article, de détailler l'ensemble des conséquences de ce genre de développement industriel sur la population elle-même. Non seulement, il provoque le développement artificiel de villes de plus en plus considérables (Séoul avait en 1973 six millions d'habitants), mais il est également à l'origine du déséquilibre entre le secteur industriel et le secteur agricole, de l'augmentation des prix et de l'inflation et également, aussi paradoxal que cela puisse paraître, de la non-résorption du chômage. En effet, une industrialisation de petite dimension au niveau des villages n'est point promue et une proportion relativement faible de la main-d'oeuvre est absorbée dans ce type d'activité. Il faut faire exception de Hong Kong et Singapour, qui sont des plate-formes au sens strict du mot.

Certains argueront des effets indirects de ce type de développement qui, à long terme, peuvent être bénéfiques pour le pays. En effet, une partie de la population commence à disposer de revenus supérieurs à ce qu'elle avait précédemment et par conséquent peut accéder à certains biens de consommation. Malgré tout, une accumulation de capital est réalisée par quelques entrepreneurs plus dynamiques, qui mettent en route un capitalisme national, et les forces productives se développent (formation technique - toute relative d'ailleurs). C'est évidemment accepter le sacrifice de quelques générations, avant d'accéder à un modèle de développement économique créant un conflit de classe particulièrement brutal. D'autres diront, et c'est le raisonnement de certains penseurs marxistes appliquant un raisonnement dialectique, que c'est là la seule manière d'accélérer la constitution d'une classe ouvrière, qui prendra progressivement conscience de la contradiction dans laquelle elle vit et pourra devenir le moteur d'une révolution sociale. Ce raisonnement, peut-être théoriquement exact, s'avère cependant aléatoire dans la réalité, car la classe hégémonique dispose aujourd'hui de moyens matériels et culturels considérables pour éviter ou au moins repousser une telle échéance.

La production à l'exportation devient un des objectifs les plus importants; le profit pour le pays reste marginal mais suffisamment intéressant pour les classes sociales au pouvoir. En 1970, les Etats-Unis ont reçu de leurs partenaires asiatiques (le Japon exclu) pour 1187 millions de dollars de produits finis, 736 millions de dollars de biens de consommation de base et 380 millions de dollars de biens d'équipement, soit respectivement 23 %, 8 % et 7 % de leurs importations totales en la matière (26).

Une telle politique économique est soutenue non seulement par les programmes d'aide au développement des Etats-Unis, notamment de l'AID (Agency for International Development), mais aussi par des organismes internationaux, tels que la Banque Mondiale et ses deux filiales, l'International Finance Corporation et l'International Development Association ou encore la Banque asiatique de Développement (27)

---

(26) Ibidem (25).

(27) Richard de Camp, The Asian Development Bank : an Imperial Thrust into the Pacific, in Mark Selden, op. cit. (15), p. 71-90.

Cette dernière assure environ 30 % des financements multilatéraux dans le Sud et dans l'Est asiatique. Les prêts accordés par la BAD devraient s'élever en 1976 à 800 millions de dollars. Ce n'est pas par hasard que les deux pays qui ont le plus bénéficié de son aide sont la Corée du Sud et Taïwan (28).

3. *La fonction des régimes d'exception*

Suite à cette analyse, il n'est pas difficile de comprendre quelle est la fonction réelle des régimes d'exception. Ainsi, aux Philippines, durant les trois premières années de la loi martiale, plus de 300 industries internationales sont venues s'installer dans le pays, et parmi elles, un certain nombre de multinationales ont fait des Philippines leur centre asiatique. Cela a signifié 15 milliards de francs belges d'investissement.

Créer un climat de stabilité sociale est évidemment essentiel pour ce modèle de développement. Il faut donc éviter que les masses ouvrières puissent manifester leur mécontentement et conserver dans l'ensemble du pays un calme au moins apparent. C'est ainsi que les prisonniers politiques sont fort nombreux : on les estime à 6.000 aux Philippines, à une dizaine de milliers en Inde, à plusieurs dizaines de milliers en Indonésie et les chiffres pour la Corée du Sud ne sont guère connus.

Dans ce dernier pays, le traumatisme de la guerre est encore, du moins dans les générations adultes, une base suffisante à une opposition assez généralisée au régime de la Corée du Nord. Cependant, la population est maintenue sous un régime de fer, actuellement semblable à celui du Chili (bien qu'on en parle moins). Il y a donc d'autres raisons pour imposer la dictature et celles-ci sont à trouver en ordre principal dans le maintien de l'ordre économique (29). On avait cru, durant tout un temps, que l'Inde, moins sensible à la domination économique étrangère, parviendrait à garder son régime parlementaire de "plus grande démocratie du monde", mais un tel espoir fut déçu. Dans les discours, la raison donnée à l'état d'urgence est le bien-être du peuple. En fait, même si un certain nombre de mesures peuvent bénéficier à quelques catégories de la population (à condition qu'elles soient réellement appliquées), la raison fondamentale de la situation nouvelle est à chercher dans le défi lancé par la crise économique au groupe social au pouvoir.

Les régimes d'exception permettent, par conséquent, à cette classe sociale de liquider son contentieux avec les élites traditionnelles d'une part et d'assurer leur développement d'autre part, soit en faisant fructifier le surplus produit par les classes travailleuses, soit en se situant comme courroie de transmission entre ces dernières et les puissances économiques internationales.

---

(28) Informations et Documentations, op. cit. (25), p. 19

(29) Cheryl Payer, Pushed into the Debt Trap : South Korea's Export "Miracle", Journal of Contemporary Asia, vol. 5 (1975), n° 2, p. 153-164.

4. *Les contradictions idéologiques*

Il ne faut pas croire que ce schéma soit exempt dans la pratique de contradictions internes. Lorsque l'on trace, à titre d'hypothèse globale d'explication, une vision générale, il n'est évidemment pas possible de tenir compte de toutes les situations particulières, ni d'entrer dans les détails. Deux contradictions doivent être cependant signalées. La première consiste dans l'opposition entre les intérêts nationaux et les puissances économiques extérieures. Il existe plusieurs situations différentes, que nous n'allons pas détailler dans cet article. Dans certains cas, c'est l'opposition croissante entre la bourgeoisie dite nationale et l'autre dite "comprador", c'est-à-dire intermédiaire avec l'étranger. Dans la mesure où le premier groupe prend de l'importance, il développe des antagonismes avec le second, car ce dernier permet aux intérêts extérieurs d'absorber une grande partie du surplus produit dans le pays.

Sur le plan idéologique, cela se traduit par un antagonisme entre les perspectives nationalistes et l'impérialisme économique. D'où la nationalisation de certains intérêts étrangers, par exemple les plantations à Sri Lanka, ou encore certaines mesures concernant les investissements : ainsi, aux Philippines, les entreprises étrangères doivent absorber un certain pourcentage de capital national. Là où ce dernier est suffisamment important, une attitude plus ouvertement hostile vis-à-vis des puissances économiques capitalistes extérieures peut se manifester et c'est très nettement le cas de l'Inde aujourd'hui.

Une deuxième contradiction de type idéologique, mais évidemment avec des racines et des conséquences dans d'autres domaines, se manifeste entre le libéralisme et un autoritarisme débouchant même sur le fascisme. En effet, l'idéologie propre aux classes sociales au pouvoir,est libérale. Le fait de devoir supprimer les régimes parlementaires ou de les réduire à l'inaction, celui de devoir instaurer des régimes d'exception et notamment des régimes militaires, celui enfin de devoir réduire quelques-unes des libertés très chères aux démocraties parlementaires, telle la liberté de presse, celle de l'enseignement, celle de la libre circulation des citoyens, etc., entrent en profonde contradiction avec les idéaux exprimés. Il en résulte qu'une partie de la bourgeoisie, et parmi elle un certain nombre d'intellectuels, s'opposent aux nouveaux régimes, précisément pour des raisons idéologiques.

C'est évidemment dans la mesure où ces contradictions seront maintenues dans certaines limites, que le système pourra continuer à fonctionner. Et ceci nous amène à parler des oppositions.

5. *Les oppositions*

Un certain nombre de groupes se mettent en opposition plus ou moins explicite contre une telle situation. Cependant, ces réactions ont à la fois des bases très diverses et se manifestent à des niveaux fort différents.

Ainsi, les anciennes élites traditionnelles, souvent représentant des intérêts ruraux, réagissent contre des mesures telles que les réformes agraires ou la suppression des liens de relations féodales entre les ouvriers agricoles et les propriétaires terriens. Parfois, ils sont représentés par des partis politiques, tels que le Jang Sang en Inde, et ils sont également assez fréquemment liés avec des mouvements religieux conservateurs, que ce soit au sein de l'hindouisme, de l'islam ou du catholicisme. C'est là une opposition relativement négligeable sur le plan du rapport de forces, mais très utile à la classe au pouvoir, car elle permet de donner facilement le change, en affirmant que les mesures prises sont de type progressiste, si pas socialiste, et qu'elles sont destinées à abolir les pouvoirs anciens.

Nous avons déjà parlé de l'opposition bourgeoise libérale, dans les secteurs de cette classe sociale qui profitent le moins des nouvelles dispositions prises par les régimes d'exception et qui réagissent en faveur de la protection des libertés civiques. C'est notamment le cas d'intellectuels, qui reflètent ce genre d'attitude ou qui encore, faisant des analyses plus approfondies, sont conscients des rapports économiques et sociaux sanctionnés par les mesures politiques. Dans les pays où un véritable fascisme a été instauré, comme en Corée du Sud, les réactions sont plus claires encore, mais elles provoquent en contrepartie une répression brutale.

Parmi les opposants, on peut également signaler un certain nombre de groupes religieux. Ce fut, par exemple, le cas des bouddhistes et des caodaïstes au Sud Vietnam, des bouddhistes en Thaïlande, de certains chrétiens au Sud Vietnam, de petits groupes chrétiens également en Inde et en Indonésie, de personnalités et de mouvements catholiques et protestants aux Philippines et en Corée du Sud.

Sans doute, s'agit-il en général de minorités parmi les groupes religieux. Le plus souvent aussi la protestation est d'ordre moral plus que politique. Elle se manifeste tout particulièrement dans les rangs du clergé et même de certains évêques, dans les cas de violation flagrante des droits de l'homme et particulièrement, comme c'est le cas en Corée du Sud, dans les cas de tortures et d'exécutions. Ainsi, dans ce dernier pays, l'ensemble des responsables du Conseil National des Eglises Chrétiennes fut emprisonné durant plusieurs mois, tandis qu'un évêque catholique subissait le même sort. Aux Philippines, plusieurs dizaines de prêtres et un certain nombre de religieuses ont été emprisonnés par le régime Marcos, sans parler d'un certain nombre de laïques et de pasteurs protestants. Tout dernièrement encore, l'archevêque protestait violemment contre l'abolition du droit de grève et le gouvernement faisait, au moins sur le plan formel, marche arrière.

Mais, c'est évidemment sur le plan des masses populaires que l'opposition existante ou potentielle est la plus forte. Si l'on doit faire cette dernière distinction, c'est parce que dans certains pays, les masses rurales se dégagent difficilement de la perception immédiate de leurs problèmes, pour les replacer, par le biais d'une analyse, dans des rapports de forces plus globaux. Ailleurs, c'est le souvenir de répressions effroyables qui empêche les éléments populaires de sortir de la réserve dans laquelle ils vivent. C'est le cas de l'Indonésie. Ailleurs encore, toute organisation populaire est ou bien interdite, ou bien tolérée sur base d'objectifs politiquement inoffensifs. C'est le cas de la plupart des pays dont nous avons parlé.

Les syndicats ouvriers, constitués pour la plupart au cours de l'entre-deux-guerres, n'ont pas toujours représenté des forces particulièrement révolutionnaires. Beaucoup d'entre eux, en Asie, étaient dirigés par des intellectuels ou des personnes de classe moyenne, connaissant la langue véhiculaire européenne du pays et ainsi capables de négocier avec les colonisateurs ou bien avec la nouvelle bourgeoisie industrielle. Etant donné la position structurelle des ouvriers dans la plupart de ces sociétés (à l'exception de très grands centres industriels, tels que Shangai, Bombay ou Calcutta), les organisations ouvrières se révélèrent réformistes et peu révolutionnaires. Certaines d'entre elles, forcées par les nouveaux régimes à entrer dans la clandestinité ou obligées de réduire considérablement l'efficacité de leur travail, prennent progressivement conscience de la nécessité d'une pratique plus radicale. Pour des raisons particulières, une guérilla est organisée ou peut à tout moment se manifester en Malaisie et aux Philippines. Ces mouvements partent des milieux agricoles, se développant particulièrement dans les structures économiques de plantations.

Il était normal que nous consacrions une grande part de cette introduction aux pays du capitalisme de périphérie, puisque c'est à leur propos que nous traitons des détails de leurs situations sociales.

2. Les sociétés socialistes

Si nous avons exclu les sociétés socialistes de la partie de cet ouvrage traitant de l'Asie, ce n'est point parce que les contradictions de classe ou les questions nationales à l'intérieur ont été surpassées. Nous pensons cependant qu'il s'agit d'un phénomène social particulier et que l'on ne peut traiter de l'ensemble dans un annuaire des luttes populaires et anti-impérialistes. Dans le cadre du système capitaliste, fut-il de périphérie, les conflits sociaux sont surtout destinés à changer une structure et les protagonistes en sont principalement les classes subalternes, tandis que dans les transitions du socialisme, les problèmes proviennent des difficultés de la transition elle-même d'une part et des soubresauts des classes non-prolétaires d'autre part, sans parler bien entendu des conflits entre nations à régimes socialistes.

1. *La Chine*

La Chine est évidemment le premier et principal pays des nations asiatiques à régime socialiste. C'est en 1949 qu'après 3 ans de guerre avec les forces nationalistes, suite à la capitulation japonaise, le gouvernement révolutionnaire fut établi. En fait, il s'agissait de l'aboutissement d'une longue lutte, qui débuta avec la fondation du parti communiste, en 1921, se prolongea dans des luttes sans merci avec le KUO MIN TANG et notamment les massacres de Shanghai en 1927 et déboucha en 1935 sur la grande marche vers le Yenan. En octobre 1949, la République Populaire était proclamée.

Comme dans presque tous les cas historiques, la transition au socialisme fut rendue très difficile à la fois parce qu'on sortait d'une guerre prolongée qui avait obligé à conclure certaines alliances de classe dans le processus pré-révolutionnaire d'une part et en raison des destructions énormes de l'appareil économique de l'autre. A ces raisons intérieures, il fallait ajouter le blocus extérieur aussi bien économique que politique, réalisé par les Etats-Unis. Tout cela ne crée guère des conditions favorables pour un développement socialiste, alors même que dans la dialectique du processus, ce fut la guerre elle-même qui permit aux forces révolutionnaires de se consolider.

Après une remise en ordre du pays, tâche promptement accomplie dans l'espace d'une année environ, la réforme agraire fut entamée. Ce fut d'abord une redistribution des terres, accompagnée des jugements des propriétaires ayant abusé des paysans et ensuite, l'organisation du travail agricole coopératif, pour enfin passer aux coopératives et aux communes. Les fermes d'Etat étaient organisées sur les terres vierges. Malgré les difficultés, il en résulta d'une part la fin des famines endémiques dans les populations rurales et d'autre part, l'organisation de nouveaux rapports de production.

Le mouvement des 100 fleurs lancé par Mao Tsé Tung en 1957 permit des critiques ouvertes à la fois de l'application des mesures économiques et sociales prises par le parti et des principales orientations suivies. Il révéla la force des classes non encore abolies, sinon dans leur base matérielle objective, au moins dans les comportements collectifs. Les autorités y mirent fin. C'est aussi à ce moment que commença à poindre le différend avec l'U.R.S.S., pour des raisons idéologiques sans doute, mais aussi pour des motifs stratégiques liés avec la géographie politique. L'intervention en Corée, certes due au danger d'invasion américaine vers les régions industrielles du Nord et au désir de venir au secours des Coréens, permit aux Chinois d'asseoir solidement leur influence en Corée du Nord et par ricochet en Mandchourie.

Le retrait des techniciens russes de Chine en 1960 allait en quelque sorte préfigurer ce qui se passerait 18 ans plus tard au Vietnam, à ceci près que l'aide soviétique était plus vitale pour les Chinois à cette époque. Si l'essor industriel fut retardé, il ne fut aucunement bloqué et notamment sur le plan des armements, la Chine développa même la bombe atomique.

Après avoir repris le Thibet en 1951, la Chine entreprit de rectifier en 1962, les frontières avec l'Inde, ce qui provoqua un conflit, qui accentua encore la tension avec l'U.R.S.S. Celle-ci s'accrut encore avec les incidents de frontière en 1969.

C'est évidemment la révolution culturelle de 1966 qui retint l'attention pendant longtemps. Après l'échec du "grand bond en avant" de 1958 à 1959, dû à diverses causes : une vue quelque peu irréaliste de la situation, les sécheresses de 1960-62 et le départ des experts soviétiques, la révolution culturelle avait essentiellement pour but de raviver la lutte des classes dans le processus de transition. Mais elle prit vite aussi une tournure critique vis-à-vis de la bureaucratie du parti et particulièrement contre Lin Shao Chi, le chef de l'Etat, Deng Hsiao Ping, le secrétaire général du P.C. Ce dernier, en particulier, était accusé de "suivre une ligne capitaliste". Ils furent destitués lors du Neuvième Congrès du Parti en avril 1969.

On sait les problèmes posés par la succession de Mao et finalement par la destitution de la "bande des quatre", alors que l'ancien groupe revenait au pouvoir et principalement Deng Hsiao Ping. Les péripéties politiques, y compris la défection de Lin Piao, Ministre de la Défense et héritier désigné de Mao et sa mort accidentelle en 1971, ne doivent pas faire oublier que le pays continuait sa transformation sociale malgré tout. Sans doute, les nouvelles orientations, centrées sur la modernisation de l'économie et de l'armée mettent-elles le travail idéologique en veilleuse, pour renforcer le développement technique et économique. Il est vrai aussi que le rétablissement des relations, surtout économiques avec les Etats-Unis, s'accompagne d'une série de symboles, qui peuvent faire craindre un changement d'orientation plus profond, bien qu'ils puissent aussi signifier la prise d'un risque calculé pour accélérer un développement économique.

Sur le plan international, trois lignes semblent se dégager; une politique asiatique audacieuse et nettement destinée à accroître une zone d'influence; un essai de prendre le leadership du Tiers-Monde contre les deux super-puissances, ou les deux "impérialismes" et enfin une alliance avec celui que la Chine estime être un géant en déclin, les Etats-Unis, pour mieux isoler l'autre, l'Union Soviétique. Construite sur deux postulats, l'inévitabilité d'une guerre déclenchée par l'U.R.S.S. d'une part et d'autre part, la théorie des Trois Mondes, effaçant dans une alliance stratégique toutes les différences idéologiques et politiques entre pays du Tiers-Monde, solidaires contre l'impérialisme des deux super-puissances, la politique extérieure chinoise est restée fidèle à elle-même depuis les années 60, à travers les changements internes.

Mais la cohérence théorique, sauf à accepter les postulats comme un crédo, aboutit à des contradictions difficilement compréhensibles, telles que l'appui politique au régime chilien, à celui du Shah d'Iran ou encore du Général Mobutu, l'arrêt du soutien au M.P.L.A., l'aide au régime de Pol Pot et l'invasion d'une partie du territoire vietnamien, les encouragements et découragements successifs accordés aux mouvements de libération asiatiques. Une double hypothèse ne parviendrait-elle pas tout compte fait à mieux rendre compte des logiques sous-jacentes : la construction progressive d'une influence exclusive sur l'Asie d'une part et l'antagonisme avec la Russie d'autre part ? Par ailleurs, il est bien difficile de mettre la théorie chinoise en cohérence avec une analyse marxiste-léniniste, qui met en évidence des facteurs plus essentiels liés au mode de production, sans évacuer pour autant les formes du conflit résultant de persistances historiques.

2. *La Corée du Nord*

En 1945, à la fin de l'occupation japonaise, la Corée fut confiée à une alliance de quatre puissances : Angleterre, U.R.S.S., U.S.A. et Chine, mais la situation politique dégénéra rapidement, provoquant l'éclatement du pays en deux. C'est à partir de 1947 que Kim Il-Sung organisa le système politique du Nord. La guerre éclata en 1950 et dura jusqu'en 1953, ce qui aboutit, après des combats très meurtriers, à un renforcement de la partition sur le 38ème parallèle.

Trois groupes communistes existaient; celui de l'intérieur durant l'occupation japonaise, celui formé en Mandchourie et celui formé en Chine. Les deux derniers se joignirent pour former le parti ouvrier nord-coréen, avec Kim Tu-Bong, comme Président (venant de Chine) et Kim Il-Sung, comme vice-président (venant de Mandchourie). Le leader du mouvement de l'intérieur, Hyon Chun-Hyok, fut assassiné en 1945 et en 1948, Pah Hon-Yong, dirigeant du Parti des travailleurs de la Corée du Sud rejoignit le Nord. Il devint vice-premier ministre des affaires étrangères. En 1949, les deux partis ouvriers (Nord et Sud) s'unifièrent, avec Kim Il-Sung comme président et Pah Hong-Yong, comme vice-président. Suite aux vissicitudes de la guerre, ce dernier et Kim Tu-Bong, disparurent de la scène politique laissant le pouvoir exclusif à Kim Il-Sung.

L'idéologie du parti au pouvoir a été élaborée par Kim Il-Sung et est dénommée djoutché (identité nationale). En 1977, un séminaire international fut organisé sur cette question, mais aucun pays socialiste, sauf la Yougoslavie, n'y était représenté. Kim Il-Sung mena aussi une politique familiale, tendant à faire reconnaître son fils comme héritier, ce qui semble dans le prolongement de la centralisation du pouvoir et du culte de la personnalité.

Sur le plan agraire, les premières réformes consistèrent à redistribuer la terre aux paysans et c'est seulement après la guerre de Corée que le programme de mise en route des coopératives débuta. Il aboutit à la loi de 1977 sur l'organisation socialiste de l'agriculture. Le développement économique après 1953 fut assez spectaculaire, en fonction des qualités de la population et de plans intelligemment élaborés.

L'infrastructure industrielle avait été développée par les Japonais. Elle a été poursuivie, bien que les premières années après la guerre aient été consacrées à moderniser l'agriculture.

A partir de 1976, de sérieuses difficultés apparurent sur le plan économique et il fallut renégocier les dettes extérieures. Les difficultés eurent pour cause l'écroulement des prix du cuivre, mais aussi l'accélération trop rapide du processus d'industrialisation, exigeant des importations de biens d'équipement et de techniques.

Sur le plan des relations entre les deux Corée , la Corée du Nord propose des négociations entre les deux Etats et pose comme condition le départ des troupes américaines. Elle a réussi jusqu'à présent à garder les relations aussi bien avec l'U.R.S.S. qu'avec la Chine, bien que dans la question du conflit entre le Vietnam et le régime de Pol Pot au Kampuchéa, la Corée du Nord ait pris parti pour ce dernier.

3. *Le Vietnam*

L'histoire du Vietnam et des guerres qu'il a dû mener est suffisamment connue pour qu'il soit nécessaire de donner beaucoup de détails sur le pays. Rappelons seulement quelques dates importantes.

C'est en 1941 que le Vietminh fut fondé, comme instrument de lutte contre les Japonais, à l'initiative du parti communiste et sous la direction de Ho Chi Minh. En 1945, l'indépendance fut proclamée, mais la même année, les Français revinrent en Cochin-Chine. Après des négociations avortées (Fontainebleau), la guerre reprit avec les Français en 1946. Elle ne devait se terminer qu'avec la défaite de ces derniers à Dien Bien Phu en 1953. Les accords de Genève débouchèrent sur la partition provisoire en deux zones, en 1954. Les élections prévues en 1956 n'eurent point lieu, car les autorités du Sud, mises en place par les Français en connivence avec les Etats-Unis, prévoyaient une victoire de Ho Chi Minh.

Le Front National de Libération fut constitué dans le Sud en 1960 et, à partir de cette année, les Américains intervinrent de façon de plus en plus directe, jusqu'au moment où en 1964, ils commencèrent les bombardements sur le Nord. C'est en 1973 que les négociations pour la fin des hostilités au Nord aboutirent par l'Accord de Paris. Il fallut attendre 1975 pour que le Sud soit définitivement débarrassé du régime pro-américain et 1976 pour la réunification officielle entre les deux partis du pays.

Le Vietnam se trouva, à partir de cette date, dans une situation très difficile. Les Etats-Unis refusèrent de verser quoi que ce qoit comme compensation pour les dommages causés pendant la guerre. La Chine diminua progressivement son assistance militaire et technique. Des catastrophes naturelles se succédèrent : typhons au Nord en 1977, sécheresse dans le Centre, la même année, inondations au Sud en 1978.

Aujourd'hui le Vietnam se trouve confronté à de graves problèmes externes : conflit, puis agression chinoise, et réorganisation active du Cambodge après le régime catastrophique de Pol Pot appuyé par la Chine - et internes : réorganisation du Sud et passage à de nouvelles dimensions de la production sur le plan agricole. L'intégration des minorités nationales (une soixantaine) dans le développement général n'est guère facile non plus, surtout dans le Sud, sans parler des régions frontalières, où certaines ont été utilisées par les Chinois dans leur entreprise de déstabilisation.

Si au Nord, le Vietnam dispose d'une expérience déjà longue de la construction du socialisme, dans le Sud, ce n'est guère le cas. Il faut ajouter qu'au Nord, la guerre conditionna fortement les expériences en cours. Malgré les apparences, cette dernière ne favorisa pas le développement des forces productives dans une mesure très utile à l'économie du pays. Il y a, par conséquent, un nouvel effort à accomplir, ce qui se traduit nécessairement par une austérité prolongée et une centralisation économique. Dans le Sud, une part importante de la population, même opposée à la guerre, n'était pas préparée à entrer dans un changement social et politique de type socialiste. Les difficultés économiques sont supportées avec peine, car les motivations ne sont pas très fortes, ce qui explique en grande partie le flot des réfugiés.

4. *Le Laos*

Ce n'est qu'après les Accords de Genève en 1954 qu'une vie politique se développa au Laos, l'histoire récente ayant été marquée par la multiplicité des groupes ethniques, des royaumes, des interventions thais. Le Pathet Lao (Etat du Laos), qui contrôlait deux provinces du Nord-Est, sous la direction du Prince Souphanouvong et avec l'appui du Viet Minh, entra dans une coalition nationale en 1955. Une série de tensions et de ruptures se succédèrent durant plusieurs années, aboutissant d'une part à une nouvelle conférence de Genève en 1961, à un coup d'Etat de droite à Vientiane en 1964, à une partition de fait du pays entre les diverses factions politiques. C'est à partir de 1964 que l'intervention américaine fit entrer le pays dans la guerre. La piste Ho Chi Minh passait par le Laos. L'accord de Paris en 1973 eut pour effet de renforcer les forces progressistes et en 1975, le Pathet Lao établit définitivement son pouvoir sur l'ensemble du pays. Une République populaire fut établie.

Bien qu'étant probablement le plus riche des trois pays de la Péninsule, le Laos importait des biens alimentaires et notamment du riz. La base agricole était organisée sur l'auto-suffisance des paysans, vivant en majorité sur les terres riches le long du Mékong (90 % de la production). Les villes ne pouvaient vivre d'une production excédentaire trop faible et les réserves, en cas de pénurie étaient pratiquement inexistantes. Il fallait donc réorganiser l'agriculture afin de produire plus. Il faut ajouter que les sécheresses qui affectèrent en 1977 cette région (également le Nord-Est de la Thaïlande et le centre du Vietnam) aggravèrent la situation, sans oublier qu'un quart de la population avait été déplacée durant la guerre. Si la chose n'était guère facile à réaliser sur le plan économique, elle était encore plus difficile sur le plan social. Il n'y avait pas au Laos d'ennemi de classe directement visible pour le paysan. Comme seulement 3 % des terres arables sont irriguées, il fallut aussi commencer des travaux d'irrigation. Durant les deux premières années du nouveau régime, 40.000 ha de terres ont été récupérés pour l'agriculture. Quelques coopératives furent mises en route, de même que des équipes d'aide mutuelle, ce qui fit augmenter sérieusement la productivité, mais provoqua aussi des résistances chez les paysans.

Les Méos utilisés par les Américains, après l'avoir été par les Français, dans la lutte contre les nationalistes et contre le Pathet Lao, ne se rallièrent pas au nouveau régime. Beaucoup se réfugièrent en Thaïlande. D'autres organisèrent des foyers de résistance armée. Depuis les hostilités entre le Vietnam et la Chine, ce dernier pays utilisa aussi les minorités ethniques pour provoquer des difficultés internes. L'aide technique chinoise fut résiliée par le Laos en mi-1979. Un traité d'amitié a été signé avec le Vietnam en 1977, suite aux accords frontaliers. Les Vietnamiens accordent une aide technique et militaire importante au Laos qui ne comprend que 3 millions d'habitants.

5. Le Cambodge

Après l'indépendance, ce fut le Prince Sihanouk qui devint le chef de l'Etat. Sa politique fut, à la fois, combattue par les élites LOCALES (qui le renversèrent en 1970 sous la direction du maréchal Lon Nol) et par les Khmers rouges qui commencèrent leur insurrection en 1967. En 1970, le Prince Sihanouk, en exil en Chine signa un accord avec les Khmers rouges et ils fondèrent ensemble le FUNG (Front National du Cambodge) de même qu'un gouvernement, le GRUNG. La guerre s'amplifia et les bombardements américains firent de très nombreuses victimes. En 1975, les Khmers rouges s'emparèrent de Phnom-Penh et écartèrent progressivement le Prince Sihanouk, qui était retourné au pays. Pol Pot devint le leader incontesté en 1977. C'est à partir de cette date que les incidents de frontière avec le Vietnam, qui avaient déjà commencé en 1975, prirent l'allure d'actions belliqueuses. Les relations diplomatiques avec le Vietnam furent coupées en décembre 1977 et les propositions de négociations de ce dernier pays furent refusées en 1978.

Lors de la prise de Phnom-Penh en 1975, la situation économique était chaotique. La ville comprenait un nombre élevé de réfugiés (plus de 2 millions). Les Khmers rouges en décidèrent l'évacuation immédiate, à la fois pour résoudre le problème alimentaire et pour réorganiser le pays sur base d'une économie exclusivement agraire. Afin de mener cette politique de collectivisation totale, la terreur fut utilisée comme seul moyen possible (selon les dires des dirigeants eux-mêmes), provoquant l'exécution de plusieurs dizaines de milliers de personnes (à la fois les anciennes élites urbaines et les récalcitrants dans les campagnes). Des centaines de milliers d'autres moururent de maladies et d'anémie dans les campagnes. L'opposition croissante au régime de Pol Pot entraîna aussi de nombreuses exécutions dans la suite. De grands travaux d'irrigation furent entrepris sur base d'organisation collective rappelant en quelque sorte les travaux hydrauliques du royaume d'Angkor. La monnaie fut abolie, l'éducation scolaire provisoirement réduite.

Les hostilités avec le Vietnam débouchèrent sur l'intervention militaire de ce dernier en décembre 1978. Le maréchal Lon Nol avait déjà pris des mesures répressives contre les Vietnamiens du Cambodge. Elles furent poursuivies par les Khmers rouges. Durant les quatre derniers siècles de son histoire, les royaumes du Cambodge avaient fait l'objet d'interventions fréquentes de ses deux voisins, la Thaïlande et le Vietnam. Durant la protectorat français, des Vietnamiens furent utilisés comme main-d'oeuvre dans les plantations et comme employés dans les cadres inférieurs de l'administration. Pol Pot les expulsa en masse et en massacra un certain nombre. Par ailleurs, le Parti Communiste indochinois avait initialement compris aussi les communistes cambodgiens. Ces derniers prirent leur autonomie en 1960, mais des liens étroits existèrent toujours entre une partie des communistes khmers et le Parti Communiste vietnamien. Cette fraction fut éliminée par Pol Pot. Trois raisons ont amené les Vietnamiens à intervenir militairement au Cambodge. Tout d'abord, les problèmes posés au Vietnam même par le régime. de Pol Pot : près de 300.000 réfugiés, des incursions meurtrières accrues, la perte de terres agricoles le long de la frontière. Ensuite, la nécessité d'aider de l'extérieur les opposants, pour mettre fin à un régime sanguinaire : de nombreuses révoltes avortées avaient eu lieu aboutissant à la fondation du FUNKS. Enfin, l'accroissement de la présence militaire chinoise, qui faisait craindre aux Vietnamiens d'être pris entre deux fronts. Cette intervention militaire permet progressivement une normalisation de la vie au Cambodge, mais elle a pour conséquence immédiate des difficultés économiques et politiques accrues au Vietnam, une désorganisation provisoire de la production agricole. au Cambodge et la poursuite de combats contre des éléments des Khmers rouges.

6. *Quelques réflexions générales*

Cette description de l'évolution des pays socialistes en Asie permet d'arriver à quelques réflexions d'ordre général. Tout d'abord, le passage à un mode de production socialiste est un processus long et difficile. Il n'existe pas de modèle tout fait à cet égard et les efforts des divers pays sont parfois assez divergents dans leurs orientations et dans leur temporalité. Le type d'organisation économique agraire, existant précédemment, reste fondamentale pour expliquer les difficultés économiques, politiques et culturelles. Ceci est particulièrement vrai dans les domaines sociaux et culturels, qui souvent n'ont pas attiré l'attention qu'ils méritaient. L'influence du mode de production asiatique par exemple est plus profonde qu'on le croit sur certains modèles contemporains (le Cambodge par exemple) ou sur l'importance des communautés locales comme base de la réorganisation socialiste. L'impact du confucianisme sur certains comportements des élites socialistes n'a pas toujours été souligné. Or, il est encore très puissant surtout en Corée du Nord et en Chine; mais il n'est pas absent au Vietnam.

La transformation de la structure économique de base n'est donc qu'une étape dans le processus et il serait illusoire que l'on puisse s'arrêter en route sans reconstituer des strates sociales inégalitaires. La nécessité de faire progresser les forces productives de manière accélérée risque de provoquer des contradictions nouvelles : priorité de la technocratie et concessions à l'Occident, inégalité entre villes et campagnes, passage aux grandes unités de production, avec une participation populaire en diminution, etc...

Par ailleurs, les oppositions nationales et culturelles ne disparaissent pas comme par enchantement parce que des systèmes socialistes sont mis sur pied. C'est le cas de la ligne de coupure culturelle entre l'aire indienne et l'aire chinoise (le Cambodge et le Vietnam) ou encore entre la Chine et le Vietnam. Les causes des conflits actuels ne sont pas à attribuer principalement à ce facteur, mais il existe dans la mémoire collective et il a été réactivé à l'occasion des hostilités.

3. Les stratégies internationales

La situation interne des divers pays ne peut être isolée des stratégies économiques et géo-politiques jouant dans la région. Nous n'en tracerons que les grands axes, car c'est plutôt les luttes internes qui nous intéressent dans cette étude.

1. *La stratégie de la Chine*

Avant 1970, la Chine était fort centrée sur ses problèmes internes. C'était encore l'ère de l'isolement diplomatique provoqué par l'Occident et celle des séquelles de la coupure de l'aide soviétique en 1960. Ce sont les Etats-Unis qui prirent l'initiative d'un déblocage. La Chine estimait que cela correspondait avec ses intérêts dans la mesure où cela pouvait contribuer à renforcer sa position vis-à-vis de l'Union Soviétique d'une part et à résoudre le problème national (Taïwan) d'autre part. C'est en 1971 que le premier bureau de liaison américain fut établi à Pékin, qui aboutit en 1979 à l'établissement des relations diplomatiques.

C'était là une première étape importante pour le déploiement d'une nouvelle stratégie asiatique. D'une part, les divers pays de la région suivirent rapidement en établissant des relations officielles avec la Chine (en 1974 : la Malaisie, la Thaïlande et les Philippines) et d'autre part, la Chine approuva l'ASEAN, voyant dans cette alliance un élément de politique anti-soviétique.Elle ne s'opposa plus à la présence américaine aux Philippines. Après l'Accord de Paris en 1973, la Chine marqua son opposition à la réunification du Vietnam, préférant deux entités vietnamiennes à un pays de moyenne dimension dans la région et par ailleurs, elle voyait d'un bon oeil une influence américaine indirecte dans le Sud plutôt qu'un régime socialiste n'acceptant point son hégémonie politique et qui réunifierait le pays.

La plupart des mouvements de libération et des partis communistes de la région ont des affinités avec le P.C. chinois. C'est le cas des Philippines, de la Thaïlande, de la Malaisie, de la Birmanie, de l'Indonésie. La Chine les a aidé, leur donnant un appui matériel limité, mais insistant surtout sur leur position dans le conflit sino-soviétique. Suite aux rapports nouveaux avec les Etats, une distinction est faite entre les relations entre Partis et entre Etats. En fait, la Chine utilise ce facteur comme un élément important de sa politique dans l'Asie du Sud-Est en particulier (Birmanie, Malaisie, Thaïlande), diminuant son appui aux mouvements de libération ou l'augmentant, selon les cas.

Un dernier facteur de la politique chinoise est constitué par les minorités chinoises dans les pays limitrophes. Elles s'élèvent à plus de vingt millions de personnes et disposent de pouvoirs économiques fort importants. On a vu comment ces minorités pouvaient être utilisées dans le cas du Vietnam. Elles servent aussi d'intermédiaires officieux dans les relations avec les pays d'Asie.

Avec le Japon, un rapprochement s'est effectué, débouchant sur le traité d'amitié de 1978, qui comprend la clause anti-hégémonique (allusion à l'U.R.S.S.) et reconnaît au Japon le droit à l'auto-défense, ce qui indirectement contribue à la sécurité de la Chine. En 1978, un traité commercial fut aussi signé, prévoyant sur une durée de 5 années, des échanges portant sur vingt milliards de dollars. C'est dans la même ligne que se situent les rapports économiques avec les Etats-Unis et avec les nations européennes : importation de capitaux et de technologie. Du côté européen, la Chine encourage le renforcement de l'OTAN, comme contrepoids à l'U.R.S.S.

Bref, on voit poindre dans la politique chinoise une action à long terme qui doit la mener à rétablir son hégémonie dans l'ensemble de la région, ce qui explique notamment la "leçon" donnée au Vietnam en 1979. La Chine devient une grande puissance et elle s'inscrit dans la logique de cette réalité.

2. *La stratégie de l'U.R.S.S.*

L'U.R.S.S. a aidé le Vietnam dans sa lutte de libération jusqu'à la prise de Saïgon en 1975 et elle a continué son soutien économique et technique après cette date. C'était là le point central de sa politique asiatique. Depuis lors, elle se trouve plutôt sur la défensive, d'où la proposition d'une zone démilitarisée dans le Sud-Est asiatique. Le traité d'amitié avec l'Inde signé en 1971 n'a pas été affecté par les changements de régime en Inde. En 1976, un accord commercial de 5 ans était conclu. Vu la diminution des tensions entre l'Inde et le Pakistan et entre l'Inde et la Chine, les aspects militaires de l'assistance soviétique eurent tendance à diminuer. En 1977, la visite de Mr. Gromyko en Inde et en 1978, celle de Mr. Desai en U.R.S.S. eurent surtout des objectifs commerciaux.

Vis-à-vis du Japon, les relations sont complexes. L'U.R.S.S. refuse de céder les îles Kaurilles, mais elle désire une coopération économique avec le Japon pour le développement de la Sibérie. Un traité de bon voisinage est proposé par l'U.R.S.S. mais refusé par le Japon. Ce dernier, tout en acceptant dans le traité avec la Chine, la clause antihégémonique, fit noter que cela n'entravait en rien ses relations avec des pays tiers.

D'abord fort opposée à l'ASEAN, l'U.R.S.S. modifia quelque peu son attitude au moment où le Vietnam lui-même prit des contacts avec les divers pays et avec l'organisation. Par ailleurs, le soutien au Vietnam s'accrut en même temps qu'augmentait la pression chinoise. En 1975, un accord de soutien à la reconstruction du Vietnam était signé. En 1976, l'U.R.S.S. appuie la position vietnamienne sur les îles Paracelles. En mai 1978, après une première diminution de l'aide chinoise, le Vietnam entre au COMECOM et en novembre de la même année, un traité d'amitié est signé entre les deux pays pour 25 ans, portant à la fois sur des aspects économiques et sur une assistance militaire en cas d'agression.

La stratégie de l'U.R.S.S. consiste à éviter de se laisser écarter complètement de l'Asie du Sud et du Sud-Est par l'influence grandissante de la Chine. Elle protège le Vietnam contre la Chine et s'allie avec l'Inde, dont les deux voisins, le Pakistan et le Bangladesh ont été toujours plus proches de la Chine, pour des raisons de géo-politique plus que par affinité idéologique. L'ouverture des océans du Sud est importante pour l'U.R.S.S. tant pour des raisons économiques que militaires, ne fût-ce que pour assurer une partie des communications entre la Russie d'Asie et celle d'Europe. Cependant, l'intervention massive en Afganistan fut motivée par le danger de déstabilisation d'un pays assurant depuis 1917 une fonction d'Etat-tampon.

3. *La stratégie des Etats-Unis*

C'est le Président Nixon, qui, à Guam, en 1970, a indiqué les grandes lignes de réajustement de la politique américaine en Asie : désengagement des troupes terrestres du Vietnam et puis, d'autres régions d'Asie, aide en armement et en technologie à ses alliés asiatiques, maintien du parapluie nucléaire pour le Japon et la Corée du Sud et renforcement des dispositifs navals et insulaires (plateformes militaires). Le répondant diplomatique de cette stratégie militaire était l'ouverture à la Chine et un rôle plus actif des alliés japonais et de l'ASEAN. Les causes de cette politique, qui fut suivie par ses successeurs Ford et Carter fut, d'une part, l'échec au Vietnam et d'autre part, l'approfondissement de l'antagonisme entre la Chine et l'U.R.S.S. L'objectif fondamental reste toujours le même : maintenir l'hégémonie économique américaine.

Cependant, cette hégémonie ne peut plus être exclusive, vu le développement économique du Japon. Il s'agit de la partager sur le plan économique mais d'en garder la prédominance. Il en résulte notamment des relations complexes avec le Japon, qui est à la fois un partenaire et un concurrent : pressions financières et tarifaires, menaces de protectionnisme d'une part et d'autre part, association du Japon dans la politique asiatique (part croissante japonaise dans le financement du développement régional). Les Etats-Unis s'appuient aussi de plus en plus sur les institutions financières internationales : Banque Mondiale, Fonds Monétaire International, Banque Asiatique de Développement, pour mener leur politique d'aide économique et de pression politique. En fait, cela consiste à faciliter la tâche aux multinationales américaines.

L'ouverture du marché chinois fait aussi l'objet de la sollicitude américaine mais elle rencontre certains obstacles : problèmes de financement d'une part et concurrence japonaise et européenne d'autre part.

4. *La stratégie du Japon*

Essentiellement économique, la stratégie du Japon consiste à la recherche de débouchés pour ses produits et pour ses capitaux. Cela se traduit de plusieurs façons. Il y a d'abord les politiques économiques que nous avons déjà signalées vis-à-vis de l'U.R.S.S. et de la Chine. Mais il y a aussi la proposition d'une sorte de marché commun de l'Asie de l'Est; avec la Corée du Sud, Taïwan et Hong Kong. Des propositions assez semblables existent vis-à-vis des pays de l'ASEAN, qui représentent des débouchés importants pour le Japon. Tout cela est accéléré par le rétrécissement relatif du marché américain.

3. Conclusions générales

Cet essai d'analyse des sociétés asiatiques et des stratégies internationales qui les gouvernent de l'intérieur et de l'extérieur n'avait pour but que de tracer les grandes lignes permettant de situer les diverses sociétés particulières, leurs contradictions et les réactions populaires qui les caractérisent. Il s'agissait, en effet, de mettre en perspective ce qui, dans chaque pays, pouvait apparaître comme trop limité. Mais il n'était évidemment pas question d'effacer pour autant les particularités internes. Une tendance aux généralisations est en effet trop dangereuse pour l'action. Il est souvent plus facile de tracer de grands traits permettant l'élaboration de slogans, que de pénétrer dans la complexité des réalités concrètes. Un tel ouvrage ne peut évidemment pas entrer dans tous les détails. Il désire seulement contribuer à une meilleure compréhension des luttes menées en Asie, de leurs enjeux et de leurs caractéristiques.

AFGHANISTAN

Population : 17.050.000 habitants (1976)
Superficie : 647.497 km2
Capitale : KABOUL
Groupes ethniques : 60 % de Pathans
30 % de Tadzhiks
5 % d'ethnies Turques
5 % Autres
Groupes religieux : 91 % Musulmans Sunnites
9 % Musulmans Chiites
P.N.B./tête d'habitant : 140 $ U.S. (1977)

I. *CONTEXTE ECONOMIQUE, SOCIAL ET POLITIQUE*

Enclavé entre l'Iran, le Pakistan et l'U.R.S.S., l'Afghanistan est un pays désertique et montagneux dont les terres cultivées et les forêts ne constituent que 8 % du territoire. La population comprend 15 % des nomades et s'est installée autour des points d'eau et des voies de communications (Kaboul, Hérat, région Nord, bassin de l'HILMAND).Les difficultés de communication dûes aux facteurs géographiques n'ont fait qu'accentuer les différences ethniques. On dénombre 21 groupes ethniques différents parmi lesquels les Pathans constituent l'ethnie dominante tant par leur nombre qu'au niveau politique et économique.

L'agriculture constitue le principal secteur de l'économie afghane, fournissant 50 % du revenu national, 80 % des exportations et employant plus de 80 % de la population. Elle est totalement tributaires des condition climatiques très irrégulières et particulièrement de l'eau. Or, cette eau n'est pas accessible à tout le monde. Dans les régions irriguées du Nord et du Sud-Est, qui fournissent 85 % des récoltes, elle appartient aux possesseurs des terres qui la louent en même temps que les terres mises en fermage, l'outillage rudimentaire et les semences. En échange, le propriétaire exige en paiement jusqu'aux 5/6 de la récolte annuelle. C'est ainsi que, malgré la productivité élevée des terres irriguées (3,5 tonnes de coton à l'Ha), le paysan conserve à peine de quoi subsister. En terre sèche (sud), le paysan emprunte les semences et l'outillage aux plus fortunés en échange de 50 % de la récolte. Dans cette zone, les propriétaires de plusieurs milliers d'hectares dominent, tandis qu'en zone irriguée, elles dépassent rarement 300 Ha. La grande sécheresse de 72 avait contribué à renforcer le pouvoir des féodaux. Après avoir épuisé leurs maigres réserves, les petits paysans se virent obligés de vendre terres, troupeaux et même familles en échange du blé stocké par les notables et dont le prix avait décuplé ou de la nourriture en provenance de l'étranger et rachetée au gouvernement par les féodaux. Dans ce monde rural figé dans le féodalisme, le plus riche est chef du village ("ARBAB"). Il représente le village auprès du gouvernement, recrute les soldats et la main d'oeuvre pour les travaux de routes, lève l'impôt sur la terre et possède hommes de main et armes. Soucieux de préserver leurs privilèges, ces grands propriétaires sont prêts à toutes les vénalités en faveur des fonctionnaires du gouvernement chargés de les contrôler.

L'industrie, qui ne représente que 10 % du P.N.B., se limite à des entreprises familiales -textiles, peaux, cimenteries, marbreries) aux mains de la bourgeoisie commerçante et à un début d'exploitation des ressources minières (principalement le gaz naturel) qui sert à rembourser les prêts soviétiques. Depuis que le pays a été équipé de routes par l'U.R.S.S. et les U.S.A., les villes ont retrouvé leur activité commerciale de jadis. La population urbaine est composée de commerçants prospères, qui détiennent la plupart des capitaux privés, de fonctionnaires ou de migrants des campagnes qui deviennent serviteurs, porteurs ou mendiants. Tous les citadins qui ont fait des études deviennent employés du gouvernement, le plus souvent mal payés et sous-employés.

Jusqu'en juillet 1973, l'Afghanistan était une monarchie parlementaire. Le roi choisissait ses ministres parmi ses courtisans qui à leur tour recrutaient leurs collaborateurs dans leur famille. Les députés, chefs de tribu ou notables désignés, proviennent également de l'aristocratie. Celle-ci, éduquée à l'occidentale, repliée sur elle-même, est constituée de quelques grandes familles qui monopolisaient les postes les plus élevés de l'administration, de la diplomatie et d'une partie de la hiérarchie militaire. Les autres postes importants étaient vendus (gouverneur, directeur des douanes, ...), ce qui constituait un revenu important pour l'Etat.

En 1973, le clan royal des Moussahiban transforme la monarchie en république avec à sa tête le prince MOHAMMAD DAOUD, cousin du roi. Cette "révolution de palais" permet à la famille royale et à l'aristocratie de préserver ses privilèges en contenant, du moins temporairement, le mécontentement des éléments progressistes de l'armée et de la classe moyenne, qui voyaient dans l'abolition de la monarchie la fin du monopole de l'élite aristocratique sur la vie politique et administrative du pays.

Ce courant progressiste était né des manifestations étudiantes de 65 parmi des éléments de la police, de l'armée et de la classe moyenne urbaine, éduqués à l'étranger (surtout à Moscou) et sous-employés ou sous-payés. Ils s'étaient rassemblés autour de politiciens démocrates et d'intellectuels pour former le Parti Démocratique et Populaire (P.D.P.), dirigé par TARAKI, qui plaidait pour la démocratie et un système socialiste mais refusait la révolution violente.

Daoud avait également le soutien des petits paysans, poussés par les chefs religieux à s'opposer à la politique du roi Zaher pour ses "réformes" contraires à la tradition islamique. Dès son accession au pouvoir, Daoud abolit la monarchie et proclame la république. D'importantes mesures furent annoncées : réforme agraire, lutte contre la corruption, développement de l'éducation, rétablissement des libertés politiques. La réforme agraire, qui limitait la propriété à 20 Ha pour les terres irriguées et 40 Ha pour les terres non-irriguées ne commença à être appliquée qu'en 76. En outre, les arrangements familiaux, la corruption des fonctionnaires, l'absence de cadastre, d'état-civil, de politique de crédit (qui aurait permis aux petits paysans de racheter des terres irriguées), en limitèrent fortement les effets.
Dans l'administration, la plupart des hauts fonctionnaires de la famille royale gardèrent leur poste. Au niveau politique, les partis restèrent interdits et, peu à peu, Daoud s'est débarrassé de ses collaborateurs progressistes qui l'avaient amené au pouvoir et a continué à s'appuyer sur l'aristocratie qui a ainsi gardé tout son pouvoir

Fondé en 65, le P.D.P. apparut comme la continuation du mouvement Wisch Zalmia ("Jeunesse en éveil") qui, en 1949-1952, luttait pour les libertés démocratiques et parlementaires. Premier parti se réclamant du marxisme-léninisme, le P.D.P. se proposait de réaliser la "révolution démocratique et nationale, première étape de la révolution socialiste". Sa base sociale, à ses débuts, était essentiellement étudiante, en majorité pachtoune, et se concentrait à Kaboul. Deux tendances apparurent dans le mouvement, s'exprimant toutes deux à travers un journal, le Khalq ("Peuple") et le Parcham (le "Drapeau"); la scission se produisit en 66. La principale divergence entre les deux groupes portait sur la notion de "révolution démocratique". Pour le Khalq de Taraki, celle-ci devait être dirigée par la classe ouvrière tandis que le Parcham de Babrak Kormal préconisait l'union de toutes les classes favorables à la démocratie. Le Khalq chercha à s'implanter parmi les classes défavorisées et dans les villages, refusant de s'étendre à l'élite sociale et intellectuelle. Le Parcham, pour sa part, étendit son influence dans la hiérarchie militaire et la bureaucratie.

A partir de 73, le Khalq commença à recruter des partisans dans l'armée, imitant ainsi la politique du Parcham. En août 77, les deux partis se réconcilièrent mais le Khalq gardait la suprématie dans les instances du parti réunifié.
Le 28-4-78, suite à un coup d'état militaire, Daoud était renversé et tué et le P.D.P. installait un conseil révolutionnaire et formait un gouvernement à majorité civile. Daoud éliminé, les désaccords entre les deux tendances au pouvoir n'allaient pas tarder à réapparaître. Les dirigeants du Parcham furent envoyés dans des missions diplomatiques à l'étranger. D'autre part une tentative de coup d'état du général Abdul Qadir, celui-là même qui avait dirigé les opérations en avril, entraîna l'évincement des officiers nationalistes et progressistes rassemblés autour de Qadir.

Pratiquement seul au pouvoir, le parti de Taraki, qui ne compterait que 2.000 membres, s'est attaché à consolider ses bases en garantissant la liberté religieuse en favorisant l'expression des minorités ethniques et linguistiques (tous les dirigeants sont Pachtous), en constituant des groupes de défense de la révolution (milices) et en politisant la presse, la radio et la vie syndicale.
Les principales orientations de la politique de TARAKI sont les suivantes :

- démocratisation de l'enseignement et lutte contre l'analphabétisme, avec l'aide d'experts soviétiques.
- dans l'industrie, maintien du secteur privé mais participation de l'Etat (50 %) dans les nouvelles affaires.
- resserrement des liens avec l'U.R.S.S., qui étaient déjà très étroits sous Daoud, dans le domaine de l'armée, du commerce, de l'éducation, des mines et de l'infrastructure.
- abolition des dettes de paysans envers les propriétaires fonciers; projet de réforme agraire (décembre 78) : il limite la propriété foncière à 6 Ha pour les bonnes terres.
  Les surfaces seront réquisitionnées sans compensation et redistribuées aux paysans pauvres et aux ouvriers agricoles.
  Des coopératives de production seront mises en place. Cette réforme touche principalement l'aristocratie foncière et notamment la famille royale dont les propriétés sont confisquées.